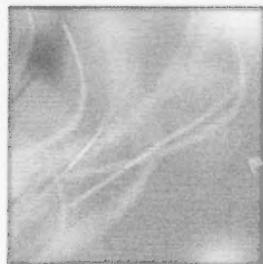


Nº 62F0026M au catalogue, nº 1
ISSN 1708-8887
ISBN 978-0-662-74106-0

Document de recherche

Série de documents de recherche sur les dépenses
des ménages

Guide de l'utilisateur, Enquête sur les dépenses des ménages, 2011



Division de la statistique du revenu

Téléphone : 613-951-7355



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canadä

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour obtenir plus de renseignements au sujet des résultats de l'enquête et des produits et services connexes, veuillez communiquer avec les Services aux clients (613-951-7355; 1-888-297-7355; télécopieur : 613-951-3012; revenu@statcan.gc.ca), Division de la statistique du revenu.

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

• Service de renseignements statistiques	1-800-263-1136
• Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
• Télécopieur	1-877-287-4369

Programme des services de dépôt

• Service de renseignements	1-800-635-7943
• Télécopieur	1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 62F0026M au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Statistique Canada
Division de la statistique du revenu

Guide de l'utilisateur, Enquête sur les dépenses des ménages, 2011

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2013

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada.

<http://www.statcan.gc.ca/reference/licence-fra.html>

Février 2013

Nº 62F0026M au catalogue, nº 1

ISSN 1708-8887

ISBN 978-0-662-74106-0

Périodicité : hors série

Ottawa

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Information pour l'usager

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié
- * valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence ($p<0,05$)

Table des matières

Guide de l'utilisateur, Enquête sur les dépenses des ménages, 2011

1	Introduction	4
2	Méthodologie de l'enquête	4
3	Qualité des données	11
4	Définitions	16
5	Dérivation des tableaux de données	24
6	Produits et services connexes	30
7	Bibliographie	30

Appendice

I	Taux de réponse au journal parmi les répondants à l'entrevue	31
II	Taux de réponse par mois de collecte	32
III	Taux de réponse par taille de la région de résidence et par type de logement	33
IV	Taux de réponse au journal parmi les répondants à l'entrevue pour diverses caractéristiques des ménages	35
V	Impact de l'imputation des dépenses en services de communication, de télédistribution, de diffusion par satellite et pour les services de sécurité	37
VI	Imputation des caractéristiques du logement et de l'équipement ménager	38
VII	Ventilation des codes de dépenses imputés selon le niveau d'information initiale obtenue du répondant	39
VIII	Taux d'imputation selon le mode de déclaration des dépenses du journal	40
IX	Estimations du nombre de ménages et de la taille moyenne des ménages par domaine	41

Guide de l'utilisateur, Enquête sur les dépenses des ménages, 2011

1 Introduction

Le guide de l'utilisateur présente de l'information d'intérêt pour les utilisateurs des données de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) de 2011. Il comporte des descriptions de la méthodologie d'enquête et de la qualité des données ainsi que des définitions de termes et variables de l'enquête. Il renferme également une section décrivant les diverses statistiques susceptibles d'être tirées des données de l'enquête. L'EDM est effectuée annuellement.

L'EDM combine l'utilisation d'un questionnaire avec périodes de rappel adaptées à la dépense (1, 3 et 12 mois, dernier paiement, quatre semaines) et d'un journal de dépenses quotidiennes que le ménage remplit pendant une période de deux semaines suivant l'entrevue. De même, la collecte des données est effectuée en continue au cours de l'année.

L'EDM 2011 a été réalisée entre janvier 2011 et décembre 2011 auprès d'un échantillon de 17 873 ménages des 10 provinces, les territoires étant exclus de l'enquête de 2011. Des renseignements détaillés sur les dépenses ont été recueillis ainsi que de l'information limitée sur les caractéristiques du logement et l'équipement ménager.

La méthode d'ajustement des journaux incomplets a été améliorée lors de l'EDM 2011. De même, l'âge des membres du ménage est maintenant défini à la date de l'entrevue plutôt qu'au 31 décembre de l'année de l'enquête.

Dans le but d'assurer la comparabilité des données, les données de 2010 ont également été révisées pour prendre en compte ces changements. L'estimation de 2010 révisée des dépenses moyennes par ménage en biens et services de toutes sortes a crû de 1,3% lorsque comparée à l'estimation de 2010 déjà publiée en avril 2012.

Les estimations des dépenses des ménages sont disponibles aux échelons national et provincial ainsi que par mode d'occupation du logement, âge de la personne de référence, taille de la région de résidence, type de ménage et quintile de revenu du ménage. Des estimations détaillées sur les dépenses alimentaires sont également disponibles.

Pour obtenir des totalisations personnalisées ou de plus amples renseignements au sujet de l'Enquête sur les dépenses des ménages, veuillez communiquer avec les Services aux clients (613-951-7355; 1-888-297-7355; revenu@statcan.gc.ca), Division de la statistique du revenu.

2 Méthodologie de l'enquête

2.1 La population cible

La population cible de l'EDM 2011 correspond à la population des 10 provinces canadiennes à l'exception des pensionnaires d'établissements institutionnels, des membres des Forces canadiennes vivant dans des camps militaires et des personnes vivant dans les réserves indiennes. Dans l'ensemble, ces exclusions représentent environ 2 % de la population des 10 provinces.

Pour des raisons opérationnelles, les personnes vivant dans des régions où le taux de logements vacants est très élevé et où les coûts de collecte seraient exorbitants sont exclues de la collecte. Sont également exclues, en plus des personnes vivant dans les institutions, les personnes vivant dans d'autres types de logements collectifs tels que :

- les personnes qui vivent dans les résidences pour personnes âgées non autonomes; et
- les personnes qui vivent de façon permanente dans les résidences scolaires, les hôtels et motels, les camps de travail, etc.; et
- les membres d'ordre religieux et d'autres groupes vivant en communauté.

Les exclusions à la collecte représentent moins d'un demi-pourcent de la population cible. Ces personnes sont toutefois incluses dans les estimations démographiques auxquelles sont ajustées les estimations de l'EDM (voir section 2.6).

2.2 Le contenu de l'enquête et les périodes de référence

L'EDM recueille principalement des renseignements détaillés sur les dépenses des ménages. L'enquête collecte également le revenu annuel des membres du ménage, les caractéristiques démographiques du ménage, certaines caractéristiques du logement (telles que le type, l'âge et le mode d'occupation du logement) ainsi que certains renseignements sur l'équipement que possède le ménage (par exemple, l'équipement électronique et le matériel de communication).

Pour les dépenses collectées à partir du questionnaire, la longueur de la période de référence varie selon les questions (par exemple le dernier mois, les trois derniers mois ou les douze derniers mois). La période couverte varie également en fonction du mois de collecte (par exemple les douze derniers mois pour les ménages de l'échantillon de janvier 2011 correspondent à la période de janvier 2010 à décembre 2010, tandis que la période de douze mois des ménages de l'échantillon de décembre 2011 correspond aux mois de décembre 2010 à novembre 2011). Les dépenses collectées à partir du journal de dépenses quotidiennes sont déclarées pendant une période de deux semaines.

Généralement, des périodes de référence plus longues sont utilisées pour collecter les dépenses relatives à des biens et services dispendieux ou achetés rarement ou irrégulièrement. À l'inverse, des périodes plus courtes sont utilisées pour les biens et services de moindre valeur ou achetés fréquemment ou régulièrement.

Pour les caractéristiques démographiques, les caractéristiques du logement et l'équipement ménager, la période de référence est la date de l'entrevue. Quant au revenu, la période de référence est l'année civile précédant l'année de l'enquête (i.e. 2010 pour l'EDM de 2011).

2.3 Le plan d'échantillonnage

L'échantillon de l'enquête sur les dépenses des ménages de 2011 est constitué de 17 873 ménages répartis dans les 10 provinces.

Cet échantillon a été sélectionné selon un plan de sondage stratifié à plusieurs degrés. Il s'agit généralement d'un plan à deux degrés dont le premier degré est un échantillon d'aires géographiques (appelées grappes). La liste de tous les logements se trouvant dans les grappes sélectionnées est ensuite établie pour permettre la sélection d'un échantillon de logements. Les logements choisis qui sont habités par des individus de la population cible constituent l'échantillon de ménages de l'enquête. L'enquête utilise plusieurs composantes du plan de l'Enquête sur la population active (EPA) dans le but de minimiser les coûts d'opération mais les logements sélectionnés sont différents.

L'échantillon national est d'abord réparti entre les provinces en tenant compte de la variabilité des dépenses totales des ménages et, dans une moindre mesure, du nombre de ménages dans chaque province. L'objectif est d'obtenir des estimations de qualité similaire à l'échelon provincial. Les tailles d'échantillon par province sont fournies dans le Tableau 1 de la section 3. L'échantillon est ensuite réparti entre les strates qui ont été définies en regroupant des grappes ayant des caractéristiques similaires selon diverses variables socio-démographiques. Certaines strates ont été définies pour cibler des sous-populations particulières, par exemple les strates de ménages à haut revenu. La

répartition de l'échantillon dans les strates de ménages à haut revenu est supérieure à la répartition proportionnelle à la taille des strates qui est utilisée dans les autres strates et ceci, dans le but d'améliorer la qualité des estimations.

Comme la collecte des données est effectuée mensuellement, l'échantillon est réparti en 12 sous-échantillons de taille similaire. Lors de cette répartition, l'échantillon de l'EDM est coordonné avec celui de l'EPA et, dans une moindre mesure, celui de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) qui utilisent la même base de sondage et qui procèdent par entrevues en personne pour une partie de leur échantillon. La coordination signifie que, dans la mesure du possible, si une grappe est sélectionnée par plus d'une enquête, la collecte de chacune de ces enquêtes aura lieu le même mois. Ainsi, un même intervieweur pourra acquérir une bonne connaissance du quartier, effectuer la collecte et faire les suivis nécessaires pour plusieurs enquêtes à la fois.

2.4 La collecte des données

L'EDM est une enquête volontaire. Les données sont principalement obtenues directement du répondant en combinant deux modes de collecte, une entrevue en personne effectuée par un intervieweur à l'aide d'un questionnaire disponible sur un ordinateur portatif, et un journal dans lequel le ménage doit déclarer ses dépenses quotidiennes pendant une période de deux semaines. La collecte des données a été effectuée sur une base continue de janvier à décembre 2011 auprès d'un échantillon de ménages réparti sur 12 cycles de collecte mensuelle.

Les ménages de l'échantillon doivent d'abord répondre à un questionnaire qui collecte principalement les dépenses régulières (telles que le loyer et l'électricité) et les dépenses moins fréquentes (telles que l'ameublement et les réparations au logement) pour une période de référence dont la longueur varie en fonction du type de dépenses. Pour les dépenses régulières, l'approche du dernier paiement est généralement utilisée. Elle consiste à collecter le montant ainsi que la période couverte par le dernier paiement effectué. Pour les autres types de dépenses collectées à partir de l'entrevue, des périodes de référence de un mois, trois mois ou douze mois sont généralement utilisées. Les périodes sont définies en termes de mois précédant le mois de l'entrevue. Ainsi, une période de référence des trois derniers mois pour un ménage de l'échantillon de juin correspondra à la période du 1er mars au 31 mai 2011. Par ailleurs, les caractéristiques démographiques, les caractéristiques du logement et l'équipement ménager, qui sont également recueillis à l'entrevue, représentent la situation du ménage au moment de l'entrevue. Finalement, le revenu de l'année civile précédant l'année de l'enquête est demandé pour tous les membres du ménage âgés de 16 ans et plus (au moment de l'entrevue). Les répondants qui autorisent Statistique Canada à consulter leur déclaration de revenu n'ont cependant pas à répondre aux questions sur le revenu personnel.

Suite à l'entrevue, on demande aux répondants d'inscrire les dépenses effectuées par tous les membres du ménage dans un journal de dépenses quotidiennes pendant une période de deux semaines, débutant le lendemain de l'entrevue. Les ménages doivent inclure toutes leurs dépenses à l'exclusion de quelques types de dépenses tels que le loyer, les paiements réguliers pour les services publics et l'achat de biens immobiliers et de véhicules. Les ménages ont la possibilité de fournir leurs reçus pour réduire la quantité d'information à transcrire dans le journal. Ils doivent toutefois ajouter de l'information supplémentaire sur le reçu si la description est incomplète.

Un suivi téléphonique est effectué quelques jours après l'entrevue pour vérifier si le répondant a des questions sur le journal et pour rappeler des informations importantes relatives à la façon de le remplir. A la fin de la période de deux semaines, l'intervieweur retourne au logement du répondant pour reprendre le journal et poser quelques questions supplémentaires qui permettent au répondant de rapporter certaines dépenses qu'il pourrait avoir oublié de déclarer.

Les journaux ainsi que tous les reçus fournis par les répondants sont scannés et saisis au bureau central de Statistique Canada. On assigne ensuite un code de classification de dépenses à chacun des items parmi une liste de plus de 600 codes différents.

2.5 Le traitement des données et le contrôle de la qualité

Le questionnaire informatisé comporte de nombreuses caractéristiques permettant de maximiser la qualité des données recueillies. De multiples contrôles sont intégrés au questionnaire afin de comparer les données inscrites à des valeurs inhabituelles et de détecter des incohérences logiques. Lorsqu'une réponse est rejetée à la vérification, l'intervieweur est invité à corriger l'information (avec l'aide du répondant au besoin). Une fois que les données sont transmises au bureau central, on entreprend une série complète d'étapes de traitement pour effectuer une vérification approfondie de chacun des questionnaires reçus. Les réponses invalides sont corrigées ou identifiées pour l'imputation.

Plusieurs vérifications sont également effectuées sur les données des journaux lorsqu'ils sont reçus au bureau central ainsi que tout au long des étapes de saisie et de codage. On s'assure par exemple que les dates de début et de fin de la période de référence du journal sont indiquées, que les dépenses déclarées ont été effectuées pendant la période de référence visée et qu'il n'y a pas d'items qui apparaissent à la fois sur les données transcris dans le journal et sur les reçus fournis par le répondant. Après la validation, la saisie et le codage, des procédures de contrôle de qualité sont appliquées. Un échantillon de journaux est choisi et vérifié au complet pour s'assurer que les journaux ont été saisis et codés selon les procédures établies.

On entreprend ensuite une série d'étapes de vérification approfondie sur l'ensemble des journaux. Les réponses invalides sont corrigées ou identifiées pour l'imputation. La dernière étape consiste à évaluer si la qualité de l'information déclarée sur les journaux est suffisante en utilisant des paramètres qui varient en fonction des caractéristiques du ménage. On compare alors les dépenses et le nombre d'articles déclarés à des seuils minimum estimés par région géographique (provinces de l'Atlantique, Québec, Ontario, provinces des Prairies et Colombie-Britannique), par classe de revenu du ménage et par taille du ménage. Les journaux qui remplissent les conditions sont considérés utilisables. Les autres journaux sont examinés. Ils seront considérés utilisables dans la mesure où une note explicative justifie le faible niveau de leurs dépenses ou le petit nombre d'items déclarés (par exemple une personne vivant seule qui avait peu de dépenses à déclarer parce qu'elle était en voyage d'affaires pendant la période où elle remplissait le journal). Les journaux qui ne répondent pas aux critères de journaux utilisables sont traités au même titre que les journaux non-répondus ; ils sont exclus des estimations. Il est à noter que certains journaux utilisables sont incomplets et peuvent avoir des journées non répondues.

Pour résoudre les problèmes d'information manquante ou invalide à certaines questions de l'entrevue, on a généralement recours à l'imputation par enregistrement donneur selon la technique du plus proche voisin. Les données d'un autre répondant ayant des caractéristiques similaires (le donneur) sont donc utilisées pour imputer. L'imputation se fait sur un groupe de variables à la fois, ce groupe étant formé de sorte à tenir compte des relations entre ces variables. Les caractéristiques pour identifier le donneur sont choisies de sorte à être corrélées avec les variables à imputer. Le revenu du ménage, le type de logement et le nombre d'adultes et d'enfants sont des caractéristiques souvent utilisées. Pour des raisons opérationnelles, le revenu provenant des déclarations de revenu des particuliers n'est pas disponible à temps pour l'imputation des données de l'enquête. Par conséquent, le revenu du ménage utilisé pour l'imputation provient d'une question additionnelle sur le revenu total du ménage posée pendant l'entrevue exclusivement aux fins de l'imputation des données.

L'imputation par donneur est également utilisée lorsque certaines informations sont manquantes dans le journal des dépenses quotidiennes. Un répondant peut avoir rapporté une certaine dépense mais ne pas avoir indiqué son coût ou encore il peut avoir fourni le total d'une dépense (par exemple le total d'une épicerie) sans en détailler les composantes. L'imputation sert aussi à accroître le niveau de détail du codage des articles déclarés. Par exemple, il est possible que l'information obtenue du répondant permette uniquement de déterminer qu'il s'agit d'un produit de boulangerie alors qu'un code plus détaillé est nécessaire pour répondre aux besoins de l'enquête. L'imputation par donneur sera alors utilisée pour imputer le type de produit de boulangerie (par exemple, pain, craquelins, biscuits, gâteaux et autres pâtisseries, etc.). L'imputation est effectuée au niveau des items déclarés dans le journal et les caractéristiques souvent retenues pour identifier le donneur sont le coût, le code partiel disponible, le revenu et la taille du ménage. L'imputation se fait par province et trimestre pour tenir compte des différences provinciales et de la saisonnalité des dépenses.

L'imputation des dépenses est effectuée principalement à partir du Système canadien de contrôle et d'imputation du recensement (SCANCIR) de Statistique Canada.

Pour le revenu personnel, les personnes ayant fourni leur accord sont appariées au fichier des données fiscales. Les données fiscales manquantes ou invalides sont généralement imputées par donneur.

2.6 L'estimation

L'estimation des caractéristiques de la population à partir d'une enquête par échantillon est fondée sur le postulat que chaque ménage échantillonné représente, en plus de lui-même, un certain nombre d'autres ménages. Ce nombre est désigné sous le nom de poids d'enquête et la pondération consiste à calculer, pour chaque ménage, le poids qui doit lui être attribué. Ce processus comporte plusieurs étapes.

On dérive d'abord pour chaque ménage un poids initial correspondant à l'inverse de sa probabilité de sélection. Ce poids est ensuite ajusté pour tenir compte des ménages non-répondants. Comme un certain nombre de ménages répondent au questionnaire mais refusent de compléter le journal, des poids différents sont calculés pour le questionnaire de l'entrevue et pour le journal.

Les poids de l'entrevue sont ensuite ajustés pour faire en sorte que certaines estimations de l'enquête concordent avec des agrégats ou des estimations provenant de sources d'information auxiliaire indépendantes.

Une première source correspond au nombre de personnes par groupe d'âge et au nombre de ménages par taille provenant des estimations de population produites par la Division de la démographie à partir des données du Recensement de 2006. Les estimations annuelles du nombre de personnes selon huit groupes d'âge (0 à 6, 7 à 17, 18 à 24, 25 à 34, 35 à 44, 45 à 54, 55 à 64 et 65 et plus) sont utilisées à l'échelon provincial et selon deux groupes d'âge (0 à 17 et 18 et plus) à l'échelle des régions métropolitaines de recensement. Pour le nombre de ménages, les poids sont ajustés aux estimations annuelles provinciales pour trois catégories de taille du ménage (une, deux et trois personnes ou plus) et aux estimations trimestrielles provinciales du nombre total de ménages. L'utilisation d'estimations trimestrielles vise à assurer une représentation adéquate de chaque période infra-annuelle dans les estimations de l'enquête.

La seconde source est les données de l'État de la rémunération payée (T4) de l'Agence du revenu du Canada (ARC). Elle permet de s'assurer que la distribution pondérée du revenu (sur la base des salaires et traitements) de l'enquête correspond à celle de la population canadienne. Les poids de l'entrevue sont donc ajustés aux comptes T4 du nombre d'individus par province pour six classes de salaires et traitements basées sur les percentiles provinciaux (0 au 25e, 25e au 50e, 50e au 65e, 65e au 75e, 75e au 95e et 95e au 100e).

Les poids du journal sont ajustés aux estimations démographiques de la même façon que l'entrevue. Ils sont aussi ajustés aux estimations du nombre de ménages par classe de revenu par province provenant de l'entrevue. Plus précisément, on utilise le nombre de ménages estimé pour chacun des quintiles provinciaux du revenu total du ménage. Cet ajustement aux estimations de l'entrevue permet de s'assurer que la distribution pondérée du revenu des ménages répondants du journal est cohérente avec celle des ménages répondants de l'entrevue.

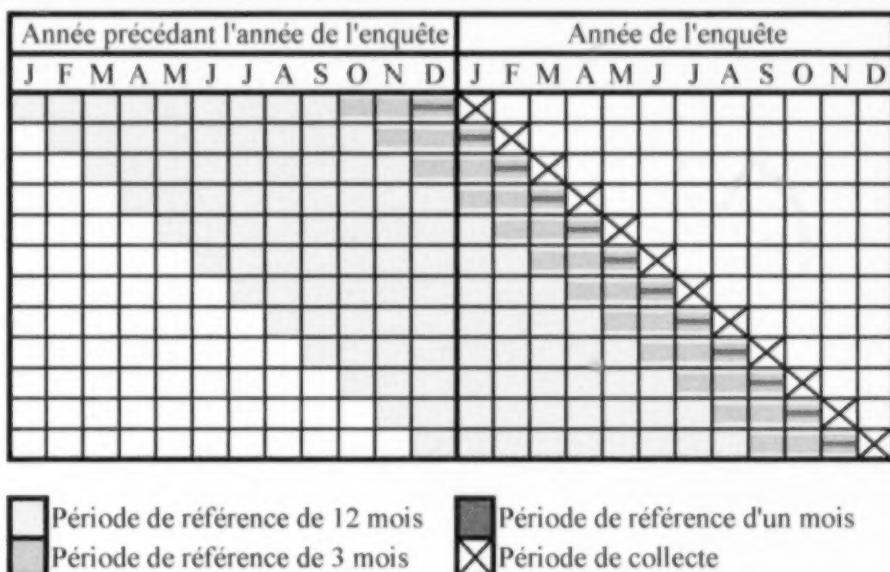
Toutes les variables de dépenses de l'entrevue et du journal sont annualisées en multipliant par un facteur approprié selon la période de référence. Dans le cas du journal, ce facteur tient compte également d'un ajustement pour les jours non-répondus. Les estimations d'une catégorie de dépenses collectées lors de l'entrevue correspondent donc à la somme pondérée (par le poids de l'entrevue) des valeurs annualisées. Les estimations d'une catégorie de dépenses qui provient des données du journal sont calculées de façon similaire à partir des poids du journal. Finalement, les estimations des catégories de dépenses sommaires qui regroupent des composantes provenant des deux modes de collecte sont produites en additionnant les estimations des composantes provenant du journal et celles provenant de l'entrevue. Cette approche est utilisée non seulement pour les estimations des dépenses agrégées mais aussi pour les moyennes de dépenses par ménage (voir section 5.2).

2.7 La période de référence des estimations

Avec la collecte mensuelle continue, la période à laquelle réfèrent les données collectées diffère d'un mois à l'autre tel qu'illustré à la figure 1. À titre d'exemple, pour un item de dépense collecté pour une période de référence de trois mois, les données provenant de l'échantillon de juillet couvrent des dépenses effectuées du 1er avril au 30 juin alors que pour l'échantillon de décembre, les dépenses réfèrent à la période du 1er septembre au 30 novembre.

Figure 1

Périodes de référence selon les échantillons mensuels pour trois différentes longueurs de périodes



Les estimations de l'EDM sont produites en combinant les données des 12 cycles de collecte mensuels et en les annualisant pour ramener toutes les dépenses collectées sur diverses périodes de référence à une période standard. La période couverte par les estimations est donc fonction de la longueur de la période de référence et des mois de collecte considérés.

Ainsi, lorsqu'on combine les données des 12 cycles de collecte pour produire des estimations pour les items de dépenses collectées sur de courtes périodes de référence, par exemple un mois, les dépenses couvertes seront principalement des dépenses ayant été effectuées pendant l'année de l'enquête (ou année de référence de l'enquête). C'est aussi le cas de toutes les dépenses collectées à partir du journal. Pour les items de dépenses pour lesquels une période de référence de 12 mois est utilisée, les dépenses collectées se distribuent entre janvier de l'année précédant l'année de l'enquête et novembre de l'année de l'enquête, en fonction du mois de collecte.

Faire l'hypothèse que toutes les estimations produites à partir de l'EDM réfèrent à une même période lorsqu'on combine les données des 12 cycles de collecte de l'année de l'enquête, sous-tend que les dépenses de l'année de l'enquête et celles de l'année précédente sont similaires pour les items de dépenses collectés avec une période de référence de 12 mois. La validité de cette hypothèse aura donc une incidence sur l'interprétation qu'on peut faire des comparaisons entre des dépenses collectées sur de courtes périodes et des dépenses collectées sur une période de 12 mois.

Les « limites » du modèle de collecte à produire des estimations de dépenses référant à une même période (ou même année) sont connues puisque la majorité des pays utilisent cette méthodologie. Malgré tout, la collecte continue avec des périodes de référence adaptées à la capacité du répondant à fournir l'information est considérée préférable pour obtenir des données reflétant les dépenses réelles des ménages.

2.8 Les révisions historiques

La méthode d'ajustement des journaux incomplets a été améliorée lors de l'EDM 2011. De même, l'âge des membres du ménage est maintenant défini à la date de l'entrevue plutôt qu'au 31 décembre de l'année de l'enquête.

Dans le but d'assurer la comparabilité des données, les données de 2010 ont également été révisées pour prendre en compte ces changements. L'estimation de 2010 révisée des dépenses moyennes par ménage en biens et services de toutes sortes a crû de 1,3% lorsque comparée à l'estimation de 2010 déjà publiée en avril 2012.

Les estimations de l'EDM 2011 ont été calculées à partir des poids ajustés aux estimations démographiques de l'année 2011. Ces estimations démographiques étaient fondées sur les données du Recensement de 2006 ainsi que sur de l'information plus récente provenant de sources administratives telles que les registres de naissances, décès et migration.

Les estimations de l'EDM antérieures à 2010 (2001-2009) sont basées sur des poids ajustés à des estimations démographiques produites à partir des données du Recensement de 2001. Aucune révision de ces données (fondées sur les données du recensement de 2006) n'est prévue en raison de la rupture dans les séries de données débutant avec l'EDM 2010 (voir section 2.9).

2.9 La comparabilité dans le temps

L'Enquête sur les dépenses des ménages est menée sur une base annuelle depuis 1997. Cette enquête a repris une bonne part du contenu d'enquêtes antérieures, l'enquête périodique sur les dépenses des familles et l'enquête annuelle sur l'équipement ménager. Quoique certains changements à la méthodologie et aux définitions aient eu lieu entre 1997 et 2009, l'enquête était principalement fondée sur une entrevue effectuée au cours du premier trimestre de l'année pendant laquelle le ménage rapportait les dépenses encourues au cours de l'année civile précédente.

Une nouvelle méthodologie qui combine l'utilisation d'un questionnaire et d'un journal pour collecter les dépenses des ménages a été instaurée pour l'enquête de 2010. Les périodes de référence ont été réduites pour plusieurs items de dépenses et la collecte est effectuée en continue au cours de l'année. Bien que les données sur les dépenses recueillies depuis l'EDM 2010 soient similaires à celles des années antérieures, les changements apportés aux méthodes de collecte des données, de traitement et d'estimation ont causé une rupture dans les séries de données. Par conséquent, il faut faire preuve de prudence au moment de comparer les données de l'EDM depuis 2010 à celles d'années antérieures, à moins d'indication contraire.

Depuis 2010, l'EDM intègre une partie importante du contenu de l'Enquête sur les dépenses alimentaires (EDA), effectuée la dernière fois en 2001. Quoiqu'il existe certaines différences méthodologiques entre l'EDM et l'EDA, les données sur les dépenses alimentaires sont collectées dans les deux cas à partir d'un journal des dépenses quotidiennes que l'on demande au ménage de remplir sur une période de deux semaines. Le contenu du journal de l'EDM est un peu moins détaillé que celui de l'EDA (par exemple les poids des aliments et leur quantité ne sont pas collectés) dans le but de contrôler le fardeau de réponse de l'EDM.

Le contenu de l'enquête a également fait l'objet d'une revue en 2010 dans le but de réduire le temps d'entrevue. Par conséquent, plusieurs composantes de l'équipement ménager et des caractéristiques du logement ont été exclues ainsi que la plupart des questions relatives à la variation de l'actif et du passif des ménages. Des modifications ont également été apportées à certaines définitions. De plus, débutant avec l'enquête de 2010, les données relatives au revenu des ménages et à l'impôt sur le revenu proviennent principalement d'une source de données administratives.

Finalement, les estimations de 2010 et 2011 sont basées sur des poids ajustés à des estimations démographiques produites à partir des données du Recensement de 2006. Les estimations des années antérieures (2001-2009) sont basées sur des poids ajustés à des estimations démographiques produites à partir des données du Recensement de 2001.

3 Qualité des données

L'EDM, comme toutes les enquêtes, est sujette aux erreurs et ce malgré toutes les précautions prises aux différentes étapes de l'enquête pour les éviter ou en contrôler les impacts. On distingue deux types d'erreurs, les erreurs d'échantillonnage et les erreurs non dues à l'échantillonnage.

3.1 Les erreurs d'échantillonnage

Les erreurs d'échantillonnage résultent du fait que l'on tire certaines conclusions au sujet de l'ensemble de la population à partir des renseignements obtenus auprès d'un échantillon de cette population uniquement. L'importance de l'erreur d'échantillonnage est fonction du plan de sondage et de la méthode d'estimation ainsi que de la taille d'échantillon et de la variabilité des données. La variabilité des données pour un item de dépense est la différence entre les unités de la population par rapport aux dépenses pour cet item. En général, plus les différences entre les ménages sont grandes, plus l'erreur d'échantillonnage de cet item de dépense est élevée.

L'erreur type est une mesure fréquente de l'erreur d'échantillonnage. C'est le degré de variation que l'on observe dans les estimations suite au choix d'un échantillon particulier plutôt qu'un autre. Le coefficient de variation (CV) correspond à l'erreur type exprimée en tant que pourcentage de l'estimation. Il est utilisé pour indiquer le degré d'incertitude associé à une estimation. Par exemple, si l'estimation du nombre de ménages pour une caractéristique du logement donnée est de 10 000 ménages, et que le CV correspondant est de 5 %, la vraie valeur se situe entre 9 500 et 10 500 ménages, 68 % du temps, et entre 9 000 et 11 000 ménages, 95 % du temps.

Les erreurs types de l'EDM sont estimées selon la méthode du « bootstrap » (voir la bibliographie [1] à la section 7). Des CV sont disponibles pour les estimations nationales et provinciales ainsi que pour les estimations selon le type de ménages, l'âge de la personne de référence, le quintile de revenu du ménage, le mode d'occupation du logement et la taille de la région de résidence.

3.2 La suppression de données

Pour des raisons de fiabilité, on veut supprimer les estimations pour lesquelles les CV ont été estimés à plus de 33 %. D'un point de vue opérationnel, lors de la création des tableaux, la règle de suppression est toutefois fondée sur le nombre de ménages qui déclarent une dépense pour un item. Il existe en effet une relation entre le CV et le nombre de ménages déclarants et des analyses effectuées sur un très grand nombre d'estimations de l'EDM indiquent qu'un seuil de 30 ménages déclarants permet généralement d'obtenir un CV d'au plus 33 % pour les estimations de dépenses.

Il est important de noter que les données des items supprimés sont toutefois incluses dans les catégories sommaires. Par exemple, les estimations pour un item particulier des dépenses en vêtements pourraient être supprimées, mais ce montant est inclus dans l'estimation des dépenses totales au titre des vêtements.

3.3 Les erreurs non dues à l'échantillonnage

Les erreurs non dues à l'échantillonnage se produisent parce qu'il est difficile, en raison de certains facteurs, d'obtenir des réponses exactes et de faire en sorte que ces réponses restent exactes à toutes les étapes du traitement. Contrairement à l'erreur d'échantillonnage, l'erreur non due à l'échantillonnage n'est pas facilement quantifiable. On peut dégager quatre sources d'erreurs non dues à l'échantillonnage : les erreurs de couverture, les erreurs de réponse, les erreurs de non-réponse et les erreurs de traitement.

3.3.1 Erreur de couverture

Les erreurs de couverture découlent d'une représentation inadéquate de la population cible à partir des unités de la base de sondage. Ces erreurs peuvent survenir au cours de l'établissement du plan d'échantillonnage ou de la sélection de l'échantillon, ou encore pendant la collecte ou le traitement des données.

3.3.2 Erreur de réponse

Les erreurs de réponse correspondent au manque d'exactitude de l'information fournie par le répondant. Elles peuvent être attribuables à divers facteurs comme l'ambiguïté du questionnaire, une mauvaise interprétation des questions par les intervieweuses ou les répondants ou la déclaration de données inexactes par les répondants.

De façon générale, l'exactitude des données à l'EDM dépend beaucoup de la capacité du répondant à se rappeler les dépenses du ménage et de sa volonté à consulter ses dossiers. Les erreurs de réponse demeurent l'aspect de la qualité des données le plus difficile à mesurer.

3.3.3 Erreur de non-réponse

Les erreurs dues à la non-réponse découlent du fait que certains répondants potentiels ne fournissent pas l'information nécessaire ou que cette information s'avère inutilisable. Le principal impact de la non-réponse sur la qualité des données est qu'elle peut introduire un biais dans les estimations. Cela survient si les caractéristiques des répondants et des non-répondants diffèrent et que cette différence a un impact sur les dépenses analysées. Quoique des taux de réponse puissent être calculés, ils n'ont qu'une valeur indicative à l'égard de la qualité des données car ils ne permettent pas de mesurer l'importance du biais introduit dans les estimations. L'ampleur de la non-réponse peut être considérée comme une évaluation simple des risques de biais dans les estimations.

Pour l'EDM de 2011, le taux de réponse à l'entrevue est 65,7 % et les taux de réponse à l'échelon provincial sont fournis dans le tableau 1. Le tableau inclut également les comptes de ménages non répondants groupés selon la raison de la non-réponse. D'une part, il y a ceux avec qui il a été impossible d'établir un contact, d'autre part ceux qui ont refusé de participer à l'enquête, et finalement ceux pour lesquels l'entrevue n'a pas pu être effectuée à cause de circonstances spéciales (par exemple si le répondant ne parle aucune des deux langues officielles ou si l'entrevue ne peut être effectuée à cause de la condition physique du répondant).

Tableau explicatif 1
Taux de réponse à l'entrevue, Canada et provinces, 2011

	Ménages admissibles	Ménages non contactés	Ménages ayant refusé de participer	Ménages non répondants résiduels	Ménages répondants	Taux ¹ de réponse
	nombre				pourcentage	
Canada	17 873	1 665	3 825	637	11 746	65,7
Provinces de l'Atlantique	5 525	435	1 107	237	3 746	67,8
Terre-Neuve-et- Labrador	1 410	103	266	51	990	70,2
Île-du-Prince-Édouard	736	44	150	30	512	69,6
Nouvelle-Écosse	1 724	107	422	74	1 121	65,0
Nouveau-Brunswick	1 655	181	269	82	1 123	67,9
Québec	2 370	175	560	61	1 574	66,4
Ontario	2 678	279	678	121	1 600	59,7
Provinces des Prairies	5 241	550	1 053	152	3 486	66,5
Manitoba	1 753	206	349	74	1 124	64,1
Saskatchewan	1 503	131	260	17	1 095	72,9
Alberta	1 985	213	444	61	1 267	63,8
Colombie-Britannique	2 059	226	427	66	1 340	65,1

1. (Ménages répondants/Ménages admissibles) x 100.

Parmi les répondants à l'entrevue, un certain nombre de ménages ne remplissent pas le journal ou fournissent un journal considéré comme « non utilisable » d'après les critères décrits dans la section 2.5. À l'EDM 2011, le taux de réponse au journal parmi les répondants à l'entrevue est 65,2 %. Les taux à l'échelon provincial sont présentés à l'appendice I. Le taux de réponse final au journal est donc 42,9 % à l'échelle nationale et les taux provinciaux sont fournis dans le tableau 2.

Tableau explicatif 2
Taux de réponse au journal, Canada et provinces, 2011

	Ménages ¹ admissibles	Ménages ² non-répondants à l'entrevue	Journaux ³			Taux ⁴ de réponse
	Refusés	Inutilisables	Utilisables	pourcentage		
Canada	17 873	6 127	3 704	381	7 661	42,9
Provinces de l'Atlantique	5 525	1 779	1 031	142	2 573	46,6
Terre-Neuve-et- Labrador	1 410	420	259	43	688	48,8
Île-du-Prince-Édouard	736	224	159	15	338	45,9
Nouvelle-Écosse	1 724	603	341	47	733	42,5
Nouveau-Brunswick	1 655	532	272	37	814	49,2
Québec	2 370	796	461	46	1 067	45,0
Ontario	2 678	1 078	546	81	973	36,3
Provinces des Prairies	5 241	1 755	1 142	82	2 262	43,2
Manitoba	1 753	629	351	24	749	42,7
Saskatchewan	1 503	408	378	29	688	45,8
Alberta	1 985	718	413	29	825	41,6
Colombie-Britannique	2 059	719	524	30	786	38,2

1. Les ménages admissibles sont les mêmes pour l'entrevue et pour le journal.

2. Ce nombre inclut les ménages non contactés à l'entrevue, les ménages qui ont refusé de participer et les ménages non répondants résiduels.

3. Les définitions des journaux utilisables et inutilisables se trouvent dans la section "Le traitement des données et le contrôle de la qualité".

4. (Journaux utilisables/Ménages admissibles) x 100.

Les taux de réponse varient selon les mois de l'année. Les taux mensuels de l'entrevue et du journal se trouvent à l'appendice II. On retrouve également les taux de réponse de l'entrevue et du journal par taille de la région de résidence et par type de logement à l'appendice III.

Pour le journal, il est possible de fournir des taux de réponse parmi les répondants à l'entrevue en fonction de diverses caractéristiques des ménages. Ces taux sont disponibles à l'appendice IV selon le type de ménage, le mode d'occupation du logement, l'âge de la personne de référence et les quintiles de revenu avant impôt.

Lorsque le répondant a omis de répondre à certaines questions seulement, on est en présence de non-réponse partielle. Ce type de non-réponse est compensé en imputant les valeurs manquantes. Divers taux d'imputation sont présentés à la section 3.3.5.

Il arrive également qu'un ménage ne remplisse pas le journal pour chacune des journées de la période requise de 14 jours, ce qui entraîne la présence de journées non répondues. Des facteurs d'ajustement sont donc calculés pour tenir compte des journées non-répondues.

3.3.4 Erreur de traitement

Des erreurs peuvent survenir durant les différentes étapes de traitement telles que la saisie, le codage, la vérification, l'imputation des non-réponses partielles, la pondération et la totalisation. Les moyens utilisés pour réduire les erreurs de traitement sont décrits dans la section 2.5.

3.3.5 Imputation de la non-réponse partielle

Le biais résiduel qui subsiste après l'imputation de la non-réponse partielle est difficile à évaluer. Il dépend de la capacité de la méthode d'imputation à produire des estimations non biaisées. À cet effet, les taux d'imputation donnent une indication de l'importance des non-réponses partielles.

La non-réponse partielle à l'entrevue peut être causée par un manque d'information ou une réponse invalide à une question. Les pourcentages de ménages pour lesquels il a fallu imputer certaines catégories de dépenses dû à la non-réponse partielle à l'entrevue sont présentés aux échelons national et provincial dans le tableau 3. Ces pourcentages sont présentés en fonction du nombre de variables de dépenses imputées pour un ménage parmi l'ensemble des dépenses de consommation collectées durant l'entrevue. Deux séries de résultats sont fournis dans ce tableau, incluant et excluant les dépenses reliées aux services de communication (téléphone, téléphone cellulaire

et accès à Internet), de télédistribution, de diffusion par satellite et de systèmes de sécurité. Cette distinction découle de l'utilisation grandissante des forfaits pour ce type de services. Les ménages sont souvent facturés pour des services combinés et il leur est impossible ou difficile de fournir les dépenses pour chacun des services individuels. La répartition du montant total du forfait fourni par le répondant aux dépenses des services individuels est donc effectuée par imputation, augmentant ainsi considérablement le nombre de ménages nécessitant l'imputation de dépenses.

Tableau explicatif 3

Pourcentage de ménages nécessitant l'imputation de dépenses de consommation collectées à l'entrevue, Canada et provinces, 2011

	Nombre de variables imputées ¹ (parmi 170)				Nombre de variables imputées ² (parmi 176)			
	1	2 à 9	10 ou plus	Total	1	2 à 9	10 ou plus	Total
pourcentage								
Canada	23,1	27,8	2,2	53,1	10,5	63,3	3,5	77,4
Terre-Neuve-et-Labrador	21,6	24,6	0,5	46,8	7,8	66,0	1,5	75,3
Île-du-Prince-Édouard	26,8	21,1	2,0	49,8	9,4	70,3	2,1	81,8
Nouvelle-Ecosse	22,7	31,0	0,5	54,1	8,3	71,9	2,2	82,4
Nouveau-Brunswick	21,3	24,0	1,5	46,8	10,8	54,8	2,5	68,0
Québec	27,3	29,9	1,5	58,6	11,9	66,9	2,2	81,1
Ontario	24,3	26,1	2,3	52,7	12,9	57,4	3,4	73,7
Manitoba	18,5	32,0	5,8	56,3	10,6	58,7	8,2	77,5
Saskatchewan	23,4	29,0	3,6	56,0	9,9	65,5	5,5	80,8
Alberta	21,2	31,3	2,0	54,5	10,6	62,0	3,4	75,9
Colombie-Britannique	23,6	25,0	2,2	50,8	10,4	65,2	3,5	79,2

1. Exclut les dépenses en services de communication, de télédistribution, de diffusion par satellite et de systèmes de sécurité.

2. Inclut les dépenses en services de communication, de télédistribution, de diffusion par satellite et de systèmes de sécurité.

Les utilisateurs des estimations sur les dépenses reliées aux services de communication, de télédistribution, de diffusion par satellite et de systèmes de sécurité doivent donc tenir compte du taux élevé d'imputation pour ces dépenses s'ils s'intéressent aux services individuels, et non au total pour l'ensemble des services. Une mesure de l'effet de l'imputation sur chacun des services individuels a été produite et est présentée à l'appendice V. Elle représente la proportion de la valeur totale de l'estimation provenant de données imputées.

Les pourcentages de ménages qui ont répondu à l'entrevue et pour lesquels il a fallu imputer les caractéristiques du logement ou de l'équipement ménager sont fournis à l'appendice VI.

Les taux d'imputation pour l'ensemble des dépenses déclarées dans le journal des dépenses quotidiennes sont fournis dans les tableaux 4 et 5. Le tableau 4 porte sur les dépenses déclarées dans la première section du journal qui collecte les dépenses pour les aliments achetés au magasin et les autres biens et services. Le tableau 5 fournit les taux d'imputation pour la seconde section du journal où sont déclarées les dépenses encourues dans les restaurants.

Pour les dépenses recueillies à partir du journal, l'imputation est utilisée principalement pour attribuer une valeur lorsque le coût d'une dépense rapportée est manquant, pour assigner une liste d'items de dépenses (et leur coût individuel) lorsque seulement un total a été fourni (par exemple pour assigner des items d'épicerie et leur coût individuel lorsque le répondant a fourni uniquement le coût total de l'épicerie), ou pour assigner un code de dépense plus détaillé que ce qui a pu être attribué à partir de l'information du répondant (par exemple le type de produit de boulangerie). Le taux d'imputation pour chacun de ces trois types d'imputation est présenté dans le tableau 4. Chacun de ces taux représente la proportion d'items imputés parmi l'ensemble des items de dépenses provenant des journaux.

Tableau explicatif 4

Taux d'imputation selon le type d'imputation pour la section du journal sur les aliments achetés au magasin et les autres biens et services, Canada, 2011

Type d'imputation	Taux d'imputation
	pourcentage
Imputation du coût manquant d'un item déclaré	
Aliments achetés au magasin	1,5
Autres biens et services	2,3
Toutes les dépenses	1,7
Imputation d'items de dépenses (et leur coût individuel) d'une dépense totale	
Aliments achetés au magasin	17,3
Autres biens et services	12,4
Toutes les dépenses	15,6
Imputation d'un code de dépense plus détaillé	
Aliments achetés au magasin	7,2
Autres biens et services	7,1
Toutes les dépenses	7,1

Les risques de biais associés aux données imputées dépendent beaucoup du niveau de détail auquel les données de l'EDM sont utilisées. Les dépenses alimentaires de l'EDM par exemple sont produites à un niveau très détaillé pour répondre aux besoins des utilisateurs de l'Enquête sur les dépenses alimentaires (effectuée la dernière fois en 2001). Elles sont classifiées selon un système de codes hiérarchiques comportant plus de 200 codes de dépenses. Pour certains items de dépenses déclarés, le type de produits alimentaires pouvait être connus (par exemple produits laitiers ou même lait) mais le niveau de détail requis (par exemple lait écrémé, 1 % ou 2 %,) a dû être imputé. Ce type d'imputation engendre un risque de biais seulement pour les estimations des dépenses à un niveau très détaillé. Par contre dans d'autres cas, presqu'aucune information sur le type de dépenses était disponible avant l'imputation, par exemple on savait uniquement qu'il s'agissait d'un bien. Les risques de biais sur les estimations des différentes catégories de dépenses sont donc plus importants lorsqu'aucune peu d'information est disponible. Pour des résultats supplémentaires sur l'imputation des codes de dépense plus détaillé, on peut référer au tableau de l'appendice VII qui présente la ventilation des codes de dépenses imputées selon le niveau d'information initiale obtenue du répondant.

Les dépenses en restaurant sont déclarées sous un format un peu différent dans la deuxième section du journal. L'imputation est principalement utilisée pour attribuer une valeur lorsque le coût de la dépense totale en restaurant ou le coût en boissons alcoolisées est manquant, ou encore lorsque le type de repas (déjeuner, dîner, souper ou collation et boisson) n'a pas été indiqué. Le taux d'imputation pour chacun de ces trois types d'imputation est présenté dans le tableau 5.

Tableau explicatif 5

Taux d'imputation selon le type d'imputation pour la section du journal sur les collations, boissons et repas achetés dans des restaurants ou des restaurants-minute, Canada, 2011

Type d'imputation	Taux d'imputation
	pourcentage
Imputation du coût total	0,83
Imputation du coût pour les boissons alcoolisées ¹	2,04
Imputation du type de repas (déjeuner, dîner, souper ou collation et boisson)	8,26

1. Le taux d'imputation plus élevé en 2011 est dû principalement à un changement apporté à la méthodologie d'imputation de cette variable. Certaines dépenses en restaurant sont incorrectement rapportées dans la section du journal sur les aliments achetés au magasin et les autres biens et services. À l'étape de la validation des journaux ces items sont déplacés à la section du journal sur les collations, boissons et repas achetés dans des restaurants ou des restaurants-minute. Pour ces items dont le montant de la dépense totale excède dix dollars on laisse dorénavant la possibilité d'imputer un montant pour l'alcool selon la distribution observée des items de restaurant avec alcool.

Finalement, les ménages ont la possibilité de fournir leurs reçus ou de transcrire l'information au sujet de leurs dépenses dans le journal. Le tableau 6 indique le pourcentage de dépenses pour chaque mode de déclaration pour les dépenses alimentaires, au restaurant et pour les autres biens et services.

Tableau explicatif 6

Mode de déclaration des dépenses du journal, Canada, 2011

Catégorie de dépenses	Transcriptions	Reçus
	pourcentage	
Alimentaire	23,7	76,3
Restaurant	87,5	12,5
Autres biens et services	47,8	52,2

Les taux d'imputation varient selon le mode de déclaration des dépenses. Les taux des tableaux 4 et 5 sont présentés selon le mode de déclaration des dépenses à l'appendice VIII.

3.4 L'effet des valeurs extrêmes

Dans tout échantillon, la présence ou l'absence de valeurs extrêmes au sein de l'échantillon peut avoir une influence sur les estimations de totaux, de moyennes et d'erreurs types. Des valeurs extrêmes sont plus susceptibles d'être rencontrées au sein des populations affichant une répartition asymétrique positive. De telles valeurs sont observées avec l'EDM et sont prises en compte lors de la production des estimations finales.

4 Définitions

4.1 Notions générales

4.1.1 Année de référence de l'enquête

Correspond à l'année de la collecte des données, du 1er janvier au 31 décembre 2011.

4.1.2 Ménage

Personne ou groupe de personnes occupant un logement. Le nombre de ménages est par conséquent égal au nombre de logements occupés.

4.1.3 Membre du ménage

Personne demeurant habituellement dans le logement à la date de l'entrevue.

4.1.4 Personne de référence

Le membre du ménage qui est interviewé choisit le membre du ménage qui doit figurer à titre de personne de référence après avoir entendu la définition suivante : « La personne de référence du ménage est le membre du ménage qui est principalement responsable de sa gestion financière (p. ex. la personne qui paie le loyer, les versements hypothécaires, les taxes foncières et l'électricité). Lorsque des membres du ménage se partagent la tâche à parts égales, choisissez un des membres comme personne de référence ». La personne de référence doit être membre du ménage à la date de l'entrevue.

4.1.5 Dépenses

Coût net de tous les biens et services reçus pour utilisation personnelle à l'intérieur d'une période donnée (par exemple, 1, 3 ou 12 mois), peu importe si les biens ou services ont été payés durant cette période, et peu importe si ces dépenses ont été effectuées au Canada ou à l'étranger. Les dépenses attribuables à une entreprise sont exclues.

4.1.6 Taxes incluses

Toutes les dépenses comprennent la taxe sur les produits et services, les taxes de vente au détail provinciales, les pourboires, les droits de douane et tous les autres prélèvements ou taxes.

4.1.7 Cadeaux

Toute dépense peut inclure des cadeaux faits à des personnes à l'extérieur du ménage. Seule la valeur des cadeaux de vêtements est déclarée séparément.

4.1.8 Règlement d'assurance

Lorsqu'un règlement d'assurance a servi à faire réparer ou à remplacer un bien, l'enquête n'indique que la franchise payée pour l'article.

4.1.9 Échange

Lorsqu'un bien échangé sert à réduire le prix de l'article, le plus souvent un véhicule, le montant de la dépense est le coût total après l'échange. Les transactions immobilières font exception.

4.2 Caractéristiques des ménages

4.2.1 Nombre de ménages dans l'échantillon

Correspond au nombre de ménages admissibles moins les ménages n'ayant pu être contactés par les interviewers, les ménages ayant refusé de participer et les ménages dont le questionnaire de l'entrevue a été rejeté en raison d'un niveau d'information insuffisant.

4.2.2 Estimation du nombre de ménages

Estimation du nombre moyen de ménages au cours de l'année de référence de l'enquête.

4.2.3 Taille du ménage

Nombre de personnes dans le ménage à la date de l'entrevue.

4.2.4 Âge de la personne de référence

Correspond à l'âge de la personne de référence à la date de l'entrevue.

4.2.5 Revenu du ménage avant impôt

Correspond au revenu total avant impôt que le ménage a reçu au cours de l'année précédent l'année de référence de l'enquête. Il inclut les sources de revenu de toute provenance y compris les transferts gouvernementaux : bourses d'études et subventions de recherche, salaires et traitements avant déductions, revenu net d'un emploi autonome agricole, revenu net d'un emploi autonome non agricole, prestation fiscale universelle pour la garde d'enfants, prestations de sécurité de la vieillesse, prestations du RPC/RRQ, prestations d'assurance-emploi, assistance sociale, indemnités pour accidents du travail, crédit TPS/TVH fédéral, crédits d'impôt provinciaux, autres transferts gouvernementaux, pensions de retraite privées, pension alimentaire reçue, autres revenus imposables et revenus d'un REEI et revenus de placement.

4.2.6 Propriétaire du logement

Ménage vivant dans un logement appartenant (avec ou sans hypothèque) à un membre du ménage à la date de l'entrevue.

4.3 Certaines dépenses des ménages

4.3.1 Dépenses totales

Somme de la consommation courante totale, des impôts sur le revenu, des paiements d'assurance individuelle et cotisations à des régimes de pension de retraite, et des dons en argent, pensions alimentaires et contributions aux œuvres de bienfaisance.

4.3.2 Consommation courante totale

Somme des dépenses alimentaires, de logement, courantes, d'ameublement et équipement ménager, de vêtements et accessoires, de transport, de soins de santé, de soins personnels, de loisirs, d'éducation, de matériel de lecture et autres imprimés, de produits de tabac et boissons alcoolisées, de jeux de hasard, et de dépenses diverses.

4.3.3 Aliments achetés au magasin

On entend par magasin, tous les commerces où sont vendus des aliments. Outre les épiceries, les magasins d'alimentation spécialisés, les magasins à rayons, les magasins de type entrepôt, et les dépanneurs, « magasin » inclut également les fournisseurs d'aliments congelés, les marchés et les comptoirs de produits agricoles en plein air et tous les autres établissements sans service. Les dépenses sont nettes des coupons de réduction ou rabais à la caisse et incluent les dépôts demandés lors de l'achat. Ces dépôts sont exclus des dépenses lors du remboursement et apparaissent comme dépenses négatives (rentrées d'argent) dans la section « Dépenses diverses ».

4.3.4 Aliments achetés au restaurant

Outre les restaurants avec service aux tables, les restaurants-minute et les cafétérias, on entend aussi par « restaurant » les comptoirs-rafaîchissements, les casse-croûte, les machines distributrices, les cantines mobiles, les traiteurs et les friteries. Inclut les pourboires. N'inclut pas les dépenses pour les boissons alcoolisées.

4.3.5 Logement

Logement principal (appartenant au ménage ou loué) et tout autre logement, comme les maisons de villégiature ou l'hébergement pendant les voyages.

4.3.6 Loyer

Dépenses nettes pour le loyer, excluant les dépenses pour l'utilisation du logement à des fins commerciales, ou du montant provenant de la location de pièces. Inclut les montants supplémentaires payés au propriétaire.

4.3.7 Primes d'assurance des locataires/propriétaires

Primes versées pour les polices d'assurance-incendie et d'assurance générale.

4.3.8 Réparations et entretien (logement appartenant à l'occupant)

Dépenses pour les coûts de la main-d'œuvre et des matériaux pour tous les types de travaux de réparations et d'entretien, incluant les dépenses pour les réparations et l'entretien de l'équipement, des appareils et des accessoires encastrés. Les dépenses pour les modifications et les améliorations sont exclues puisqu'elles sont considérées comme une augmentation de l'actif (investissement) et non comme une dépense.

4.3.9 Eau, combustibles et électricité (pour le logement principal)

Dépenses relatives aux services d'aqueduc et d'égouts, d'électricité, et de gaz naturel et d'autres combustibles pour le logement principal, qu'il soit loué ou appartienne à un membre du ménage.

4.3.10 Taxes foncières et frais d'égouts (pour la maison de villégiature et autres résidences secondaires)

Le montant facturé, à l'exclusion des remises. Les frais de service spéciaux (par exemple, la collecte des déchets, égouts), les améliorations locales et les redevances d'eau sont inclus si ces éléments figurent dans la facture de taxes foncières.

4.3.11 Hébergement hors du foyer

Inclut toutes les dépenses d'hébergement en voyage. Exclut les dépenses d'hébergement engagées dans le cadre d'un forfait-voyage.

4.3.12 Appareils électroménagers

Prix d'achat net après déduction de l'allocation d'échange et de tout autre rabais. Exclut les appareils électroménagers inclus dans l'achat d'une maison.

4.3.13 Achats d'automobiles, fourgonnettes et camions

Prix d'achat net, y compris le matériel supplémentaire, les accessoires et les garanties achetées au moment de l'achat du véhicule, après déduction de la valeur de la reprise ou d'une vente distincte. (Il y a vente distincte lorsqu'un véhicule est vendu indépendamment par le propriétaire, c'est-à-dire qu'il n'est pas échangé au moment de l'achat ou de la location d'un autre véhicule.)

4.3.14 Soins de santé

Comprend les frais directs défrayés par les ménages nets des dépenses remboursées, et les primes d'assurance-maladie.

4.3.15 Forfait-voyages

Comprend au moins deux éléments tels que le transport et l'hébergement, ou bien l'hébergement avec la nourriture et les boissons.

4.3.16 Produits de tabac et articles pour fumeurs

Comprend les cigarettes, tabac, cigares, allumettes, pipes, briquets, cendriers, papier et tubes à cigarettes, et autres articles pour fumeurs.

4.3.17 Boissons alcoolisées

Comprend les boissons alcoolisées achetées au magasin et dans les restaurants. Les dépenses d'articles et frais pour production personnelle de bière, de vin ou de spiritueux sont également incluses.

4.3.18 Jeux de hasard

Dépenses pour tous les types de jeux de hasard. Les dépenses ne sont pas nettes des gains provenant de ces jeux.

4.3.19 Rabais et remboursements

Indiqués dans les tableaux de données comme des « dépenses négatives » puisqu'ils constituent une rentrée d'argent pour le ménage plutôt qu'une sortie.

4.3.20 Impôts sur le revenu

Somme des impôts fédéral et provincial sur le revenu pour l'année d'imposition précédant l'année de référence de l'enquête. Sont inclus l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les gains en capital et l'impôt sur les retraits d'un REER, une fois pris en compte les exemptions, les déductions, les crédits d'impôt non remboursables et l'abattement du Québec remboursable.

4.4 Caractéristiques du logement

4.4.1 Genre de logement

Genre de logement où demeure le ménage à la date de l'entrevue. Un logement est un ensemble structurellement séparé de pièces habitables ayant une entrée privée donnant sur l'extérieur ou accessible par un vestibule commun ou une cage d'escalier.

- Un logement **individuel non attenant** comprend seulement une unité de logement et est complètement séparée sur tous les côtés de toute autre construction, à l'exception de son propre garage ou remise.
- Un logement **individuel attenant** se compose de maisons jumelées ou maisons doubles et de maisons en rangée.
- **Appartement** comprend les duplex (deux logements superposés), triplex, quadruplex et les immeubles à appartements.

- **Les autres** logements englobent les maisons mobiles, les maisons motorisées, les tentes, les wagons ou les bateaux (y compris les maisons flottantes et les bateaux d'habitation) qui servent de résidences permanentes et qui peuvent être déménagés dans un bref délai.

4.4.2 Besoin de réparations

Indique l'importance, selon le répondant, des réparations nécessaires à la date de l'entrevue pour remettre le logement à son état original. Les travaux de rénovation, les ajouts, les transformations ou les travaux d'amélioration en vue d'économiser l'énergie qui amélioreraient l'état original du logement ne sont pas inclus.

- **Les réparations majeures** se rapportent à des défauts graves dans la structure du logement, ainsi que dans la plomberie, le système électrique et le système de chauffage. Cela comprend, par exemple, les tuyaux corrodés, les fils électriques endommagés, les planchers affaissés, les murs renflés et plafonds humides et les fondations qui s'effritent.
- **Les réparations mineures** se rapportent à des défauts dans la surface ou le revêtement du logement, et des défauts moins graves dans la plomberie, le système électrique et le système de chauffage. Cela comprend, par exemple, les petites fissures dans les murs intérieurs et les plafonds, les appareils d'éclairage et interrupteurs brisés, les carreaux de fenêtre brisés ou fêlés, les évier qui fuient, les bardeaux ou la partie du revêtement extérieur manquants et la peinture écaillée.

4.4.3 Mode d'occupation

Situation du ménage en matière de logement à la date de l'entrevue.

- **Propriétaire avec hypothèque** indique que le logement était la propriété d'un membre du ménage et qu'il y avait une hypothèque à la date de l'entrevue.
- **Propriétaire sans hypothèque** indique que le logement était la propriété d'un membre du ménage et qu'il n'y avait pas d'hypothèque à la date de l'entrevue.
- **Locataire** indique que le logement était loué par le ménage ou occupé sans frais à la date de l'entrevue.

4.4.4 Nombre de salles de bains (pour le logement occupé à la date de l'entrevue)

Nombre de pièces dans le logement avec une douche ou une baignoire.

4.5 Équipement ménager

4.5.1 Téléphone (inclus l'utilisation commerciale)

Inclut les téléphones utilisés à des fins commerciales si le commerce est situé dans le logement. Les téléphones sans fil sont également inclus.

4.5.2 Téléphone cellulaire

Inclut les téléphones cellulaires et les appareils de messagerie textuelle portatifs avec les capacités d'un téléphone cellulaire.

4.5.3 Lecteur de disques compacts

Un lecteur de disques compacts peut être un appareil individuel, un élément d'une chaîne stéréo ou un appareil intégré à un meuble (comme un appareil combiné récepteur/magnétocassette, disque compact).

4.5.4 Ordinateur

Exclut les systèmes qui servent exclusivement à des fins commerciales.

4.5.5 Utilisation d'Internet à la maison

Indique si le ménage a accès à l'Internet à la maison.

4.5.6 Véhicules appartenant au ménage

Nombre de véhicules (automobiles, camions et fourgonnettes) appartenant aux membres du ménage à la fin du mois précédent la date de l'entrevue.

4.6 Catégories de classification

4.6.1 Canada

Les données au niveau du Canada pour 2011 incluent les dix provinces seulement.

4.6.2 Province/territoire

Aucune donnée pour les territoires pour 2011.

4.6.3 Quintile de revenu du ménage avant impôt (national)

Groupes de revenu obtenus par le classement des ménages répondants de l'entrevue en ordre ascendant du revenu total des ménages avant impôt, et par la répartition subséquente des ménages en cinq groupes de tailles semblables. L'estimation du nombre de ménages dans chaque groupe devrait être en principe la même mais des différences peuvent survenir en raison du poids du ménage à la frontière de deux quintiles car ce ménage doit se situer dans l'un ou l'autre des quintiles. De plus, la méthodologie particulière de l'enquête (avec une série de poids pour l'entrevue et une série de poids pour le journal) assure une estimation du nombre de ménages équivalente entre l'entrevue et le journal uniquement si les quintiles sont définis à l'échelle provinciale. Pour les quintiles nationaux, il pourrait y avoir une différence entre l'estimation du nombre de ménages selon les poids de l'entrevue ou ceux du journal. (Voir section 5 « Dérivation des tableaux de données ».)

4.6.4 Mode d'occupation du logement

Renseignement sur le fait qu'un membre du ménage était propriétaire ou locataire du logement dans lequel le ménage vivait à la date de l'entrevue.

- **Propriétaires** désigne tous les ménages qui habitaient dans un logement appartenant (avec ou sans hypothèque) à un membre du ménage à la date de l'entrevue.
- **Propriétaires avec hypothèque** désigne les propriétaires d'un logement avec une hypothèque à la date de l'entrevue.
- **Propriétaires sans hypothèque** désigne les propriétaires d'un logement sans une hypothèque à la date de l'entrevue.
- **Locataires** désigne les ménages qui louaient un logement à la date de l'entrevue (à titre de locataire ayant un loyer ordinaire, ou ne payant aucun loyer ou un loyer réduit).

4.6.5 Type de ménage

Les ménages se répartissent selon les catégories suivantes :

- **Ménages d'une personne** sont les ménages où une seule personne occupe le logement à la date de l'entrevue.
- **Ménages de conjoints** sont les ménages où le conjoint de la personne de référence, marié ou en union libre, est membre du ménage à la date de l'entrevue. Ce type de ménage peut être réparti en ménages de conjoints sans enfant (sans autre personne), avec enfants (sans autre personne) et avec d'autres personnes. On entend par « enfants », les fils, filles ou les enfants en foyer nourricier de la personne de référence, célibataires, peu importe leur âge. On entend par « autres personnes », les fils, les filles et les enfants en foyer nourricier dont l'état matrimonial est autre que « célibataire, jamais marié », d'autres personnes apparentées par la naissance ou le mariage, et les personnes non apparentées.
- **Ménages monoparentaux** sont les ménages dans lesquels la personne de référence n'a aucun conjoint à la date de l'entrevue et où il y a au moins un enfant célibataire (fils, fille ou enfant en foyer nourricier de la personne de référence). Les ménages monoparentaux pour lesquels des données sont présentées ne comprennent pas d'autres personnes.
- **Autres ménages** sont les ménages composés de personnes apparentées seulement ou les ménages ayant au moins une personne non apparentée à la personne de référence (p. ex. un pensionnaire, un chambreur, un employé). On entend par personnes apparentées :
 - les fils, les filles et les enfants en foyer nourricier de la personne de référence dont l'état matrimonial est autre que célibataire, jamais marié;
 - les personnes apparentées à la personne de référence par la naissance ou par le mariage (ni le conjoint, ni le fils ou la fille, ni l'enfant en foyer nourricier).

4.6.6 Taille de la région de résidence

Les logements échantillonnisés sont attribués aux groupes suivants d'après la région où ils sont situés selon les limites de recensement et la population de 2006.

Centres de population :

1 000 000 et plus
500 000 à 999 999
250 000 à 499 999
100 000 à 249 999
30 000 à 99 999
1 000 à 29 999

Région rurale

4.6.7 Centre de population

Région ayant une concentration démographique d'au moins 1 000 habitants et une densité de population d'au moins 400 habitants au kilomètre carré. Les centres de population sont classés selon qu'ils sont petits, moyens ou grands tel que défini ci-dessous :

- Petit centre de population : 1 000 à 29 999
- Moyen centre de population : 30 000 à 99 999
- Grand centre de population urbain : 100 000 et plus

4.6.8 Région rurale

Toutes les régions situées à l'extérieur des centres de population sont considérées comme région rurale. Ensemble, les centres de population et les régions rurales couvrent tout le Canada.

4.6.9 Âge de la personne de référence

Les ménages sont regroupés selon l'âge de la personne de référence comme suit :

- Moins de 30 ans
- 30 à 39 ans
- 40 à 54 ans
- 55 à 64 ans
- 65 ans et plus

5 Dérivation des tableaux de données

Cette section explique comment sont dérivés les tableaux de données de l'EDM. Les calculs les plus souvent utilisés pour manipuler ces données sont ensuite expliqués. Il est conseillé aux utilisateurs de consulter cette section avant de procéder à des analyses de données.

Tel que mentionné précédemment, les répondants à l'EDM doivent compléter un questionnaire suivi d'un journal de leurs dépenses quotidiennes. Toutefois, certains d'entre eux ne complètent pas le journal et ce pour diverses raisons (notamment les refus). De ce fait, des poids différents sont calculés pour le questionnaire de l'entrevue et pour le journal, menant à l'utilisation de deux séries de poids. Ceci augmente la complexité de l'utilisation des données.

5.1 Estimation du nombre de ménages

Les estimations sont produites en utilisant deux séries de poids; l'une pour l'entrevue et l'autre pour le journal. Les ajustements effectués à la pondération garantissent que l'estimation du nombre de ménages produite à l'échelle provinciale par l'une ou l'autre de ces séries de poids est équivalente pour les domaines suivants :

- Les ménages de taille 1, 2 et 3 ou plus;
- Les classes de revenu des ménages définies selon les quintiles provinciaux.

Par défaut, l'estimation du nombre de ménages pour toute agrégation de ces domaines mène également à des estimations équivalentes.

Pour tout autre domaine, l'estimation du nombre de ménages peut différer de plus ou moins un certain écart dépendant de la fiabilité de ces estimations. L'estimation du nombre de ménages fournie dans les tableaux de l'EDM est celle produite à partir de la série de poids de l'entrevue, par opposition à celle du journal. La taille moyenne des ménages est également produite à partir de la série de poids de l'entrevue.

Les estimations du nombre de ménages et de taille moyenne des ménages selon les différents domaines pour lesquels des estimations sont produites dans les tableaux CANSIM sont présentées à l'appendice IX.

5.2 Estimation des dépenses moyennes par ménage

Toutes les estimations combinant des dépenses collectées par l'entrevue et le journal sont produites en deux étapes : on produit premièrement des estimations pour les dépenses de l'entrevue et du journal séparément, puis on les additionne.

Pour les dépenses moyennes par ménage, on calcule d'abord les dépenses moyennes par ménage de l'entrevue en utilisant la somme pondérée des dépenses de l'entrevue divisée par la somme des poids de l'entrevue. De même, les dépenses moyennes par ménage du journal sont estimées en utilisant la somme pondérée des dépenses du journal divisée par la somme des poids du journal. On additionne ensuite ces deux composantes pour obtenir les dépenses moyennes par ménage. En utilisant cette approche, les dépenses moyennes par ménage combinant les données de l'entrevue et du journal ne correspondent pas exactement à la somme pondérée combinant les deux sources divisée par l'estimation du nombre de ménages (produite à partir de la série de poids de l'entrevue) pour les domaines où cette estimation diffère entre l'entrevue et le journal. Néanmoins, cette approche permet de s'assurer que la somme de catégories de dépenses moyennes par ménage correspond au total des dépenses moyennes par ménage.

5.3 Exemples d'estimations de dépenses

Les tableaux de cette section présentent des exemples d'estimations produites séparément à partir de l'entrevue et du journal ainsi qu'un exemple d'estimations combinant des dépenses de l'entrevue et du journal.

5.3.1 Exemples d'estimations de dépenses provenant de l'entrevue

Les tableaux CANSIM présentent des estimations des dépenses moyennes par ménage. Pour des raisons techniques, les estimations du nombre de ménages et de taille moyenne des ménages ne sont pas présentées dans ces tableaux mais ils sont fournis à l'appendice IX. On présente ici un exemple d'estimation du nombre de ménages au tableau 7 associé aux dépenses moyennes par ménage du tableau 8 pour aider à la compréhension des exemples.

Tableau explicatif 7

Estimation du nombre de ménages basée sur les poids de l'entrevue selon le mode d'occupation du logement

	Ensemble des ménages	Propriétaire avec hypothèque	Propriétaire sans hypothèque	Locataire
	nombre			
Estimation du nombre de ménages	13 514 009	4 812 813	4 219 949	4 481 247

Tableau explicatif 8

Dépenses moyennes par ménage provenant de l'entrevue selon le mode d'occupation du logement

	Ensemble des ménages	Propriétaire avec hypothèque	Propriétaire sans hypothèque	Locataire
dollars				
Logement	15 210	23 712	9 643	11 320
Ameublement et équipement ménager	2 027	2 699	2 235	1 115
Vêtements et accessoires	3 360	4 289	3 268	2 448
Transport	11 229	14 505	12 389	6 638

5.3.2 Exemples d'estimations de dépenses provenant du journal

Tableau explicatif 9

Estimation du nombre de ménages basée sur les poids du journal selon le mode d'occupation du logement

	Ensemble des ménages	Propriétaire avec hypothèque	Propriétaire sans hypothèque	Locataire
nombre				
Estimation du nombre de ménages	13 514 009	4 785 857	4 214 778	4 513 374

Tableau explicatif 10

Dépenses moyennes par ménage provenant du journal selon le mode d'occupation du logement

	Ensemble des ménages	Propriétaire avec hypothèque	Propriétaire sans hypothèque	Locataire
dollars				
Dépenses alimentaires	7 795	9 234	8 465	5 642
Aliments achetés au magasin	5 588	6 583	6 053	4 098
Aliments achetés au restaurant	2 207	2 652	2 412	1 544

5.3.3 Exemples d'estimations combinant des dépenses de l'entrevue et du journal

Au tableau 11, on présente les estimations du nombre de ménages et de la taille moyenne des ménages telles que fournies à l'appendice IX alors que le tableau 12 représente un exemple typique de tableau de dépenses moyennes par ménage fournis aux utilisateurs.

Tableau explicatif 11

Estimation du nombre de ménages et de la taille moyenne des ménages basées sur les poids de l'entrevue selon le mode d'occupation du logement

	Ensemble des ménages	Propriétaire avec hypothèque	Propriétaire sans hypothèque	Locataire
nombre				
Estimation du nombre de ménages	13 514 009	4 812 813	4 219 949	4 481 247
Taille moyenne des ménages	2,48	3,03	2,30	2,05

Tableau explicatif 12

Dépenses moyennes par ménage provenant de l'entrevue et du journal selon le mode d'occupation du logement

	Ensemble des ménages	Propriétaire avec hypothèque	Propriétaire sans hypothèque	Locataire
dollars				
Total des dépenses ¹	39 621	54 439	36 000	27 163
Dépenses alimentaires	7 795	9 234	8 465	5 642
Aliments achetés au magasin	5 588	6 583	6 053	4 098
Aliments achetés au restaurant	2 207	2 652	2 412	1 544
Logement	15 210	23 712	9 643	11 320
Ameublement et équipement ménager	2 027	2 699	2 235	1 115
Vêtements et accessoires	3 360	4 289	3 268	2 448
Transport	11 229	14 505	12 389	6 638

1. Total des dépenses pour les catégories mentionnées dans cet exemple.

Les tableaux intermédiaires 7 à 10 ci-dessus ne sont pas disponibles aux utilisateurs mais la section suivante présente des exemples pour extraire d'autres estimations à partir de tableaux comme les tableaux 11 et 12 ci-dessus.

5.4 Comment calculer différentes estimations à partir des tableaux

Les calculs les plus souvent utilisés pour manipuler les données sur les dépenses de l'EDM sont expliqués ci-dessous.

5.4.1 Comment calculer les dépenses moyennes par personne

Pour calculer les dépenses moyennes par personne pour une catégorie donnée, divisez les dépenses moyennes par ménage de cette catégorie (tableau 12) par la taille moyenne des ménages (indiquée à la seconde ligne du tableau 11).

Par exemple, voici comment calculer les dépenses moyennes par personne en alimentation, pour les ménages locataires :

Dépenses moyennes par personne en alimentation, pour les ménages locataires =

$$\frac{\text{Dépenses moyennes par ménage pour l'alimentation des ménages locataires}}{\text{Taille moyenne des ménages locataires}}$$

Exemple : $\frac{5\,642\,\$}{2,05} = 2\,752\,\$$

Au moment de comparer les estimations des dépenses moyennes par personne, il ne faut pas oublier que la composition du ménage (nombre d'enfants et d'adultes) est un facteur non-négligeable dans bon nombre de profils de dépenses.

5.4.2 Comment calculer le pourcentage du total des dépenses moyennes par ménage (part du budget)

Pour calculer la part du budget qu'une catégorie de dépenses représente par rapport au total des dépenses moyennes par ménage, divisez les dépenses moyennes par ménage de cette catégorie de dépenses par le total des dépenses moyennes par ménage, puis multipliez par 100.

Par exemple, voici comment calculer le pourcentage que représentent les dépenses moyennes par ménage en alimentation par rapport au total des dépenses moyennes par ménage présentées dans le tableau 12, pour les ménages locataires :

Pourcentage que représentent les dépenses moyennes par ménage en alimentation par rapport au total des dépenses moyennes par ménage, pour les ménages locataires =

$$\frac{\text{Dépenses moyennes par ménage pour l'alimentation des ménages locataires}}{\text{Total des dépenses moyennes par ménage locataire}} \times 100$$

Exemple : $\frac{5\,642\,\$\times 100}{27\,163\,\$} = 20,77\%$

5.4.3 Comment intégrer les catégories de dépenses à vos propres groupements

On peut additionner les dépenses moyennes par ménage indiquées pour différentes catégories de dépenses dans une colonne, pour obtenir de nouveaux totaux partiels.

Par exemple, voici comment calculer les dépenses moyennes par ménage locataire, pour le logement et le transport:

Dépenses moyennes par ménage locataire pour le logement + Dépenses moyennes par ménage locataire pour le transport

Exemple : $11\,320\,\$ + 6\,638\,\$ = 17\,958\,\$$

5.4.4 Comment calculer les dépenses agrégées

Pour calculer les dépenses agrégées, multipliez les dépenses moyennes par ménage d'une colonne pour une catégorie de dépenses (tableau 12) par l'estimation du nombre de ménages de cette même colonne dans le tableau 11.

Par exemple, voici comment calculer les dépenses agrégées en alimentation des ménages locataires:

Dépenses moyennes par ménage pour l'alimentation des ménages locataires \times Estimation du nombre de ménages locataires

Exemple : $5\,642\,\$ \times 4\,481\,247 = 25\,283\,195\,574\,\$$

Note : Parce que la variable estimée provient du journal et que l'estimation du nombre de ménages des domaines utilisés n'est pas exactement la même lorsqu'elle est produite avec les poids de l'entrevue et les poids du journal, l'estimation des dépenses agrégées est une approximation de l'estimation qu'on aurait obtenue en ayant directement la somme pondérée de ces dépenses. En effet, en utilisant l'estimation du nombre de ménages basée sur les poids du journal du tableau 9, on peut dériver la somme pondérée des dépenses. On obtient :

Dépenses moyennes par ménage pour l'alimentation des ménages locataires x Estimation du nombre de ménages locataires

Exemple : 5 642 \$ x 4 513 374 = 25 464 456 108 \$

Les dépenses agrégées sont exactes pour tous les domaines dont la somme des poids de l'entrevue et du journal sont les mêmes (voir section 5.1), de même que pour toutes les variables qui proviennent uniquement de l'entrevue. Toute autre estimation de dépenses qui nécessite une approximation des dépenses agrégées est par défaut une approximation.

5.4.5 Comment calculer les dépenses agrégées en combinant des colonnes de données

Pour calculer les dépenses agrégées pour plusieurs colonnes, calculez les dépenses agrégées de chacune de ces colonnes pour une catégorie de dépenses puis additionnez-les.

Par exemple, voici comment calculer les dépenses agrégées en alimentation des ménages propriétaires (avec ou sans hypothèque) :

Dépenses moyennes par ménage pour l'alimentation des ménages propriétaires avec hypothèque x Estimation du nombre de ménages propriétaires avec hypothèque + Dépenses moyennes par ménage pour l'alimentation des ménages propriétaires sans hypothèque x Estimation du nombre de ménages propriétaires sans hypothèque

Exemple : (9 234 \$ x 4 812 813) + (8 465 \$ x 4 219 949) = 80 163 383 527 \$

5.4.6 Comment calculer les dépenses moyennes par ménage en combinant des colonnes de données

Pour calculer les dépenses moyennes pour plusieurs colonnes, calculez les dépenses agrégées de chacune de ces colonnes pour une catégorie de dépenses à partir des dépenses moyennes (tableau 12), additionnez-les, puis divisez le tout par la somme des estimations du nombre de ménages de ces mêmes colonnes dans le tableau 11.

Par exemple, voici comment calculer les dépenses moyennes par ménage propriétaire (avec ou sans hypothèque) en alimentation :

Dépenses moyennes par ménage propriétaire (avec ou sans hypothèque) en alimentation =

$$\begin{aligned} & (\text{Dépenses moyennes par ménage pour l'alimentation des ménages propriétaires avec hypothèque} \\ & \quad \times \text{Estimation du nombre de ménages propriétaires avec hypothèque}) \\ & + (\text{Dépenses moyennes par ménage pour l'alimentation des ménages propriétaires sans hypothèque} \\ & \quad \times \text{Estimation du nombre de ménages propriétaires sans hypothèque}) \\ & \qquad\qquad\qquad \text{Estimation du nombre de ménages propriétaires avec hypothèque} + \\ & \qquad\qquad\qquad \text{Estimation du nombre de ménages propriétaires sans hypothèque} \end{aligned}$$

Exemple : $\frac{(9 234 \$ \times 4 812 813) + (8 465 \$ \times 4 219 949)}{4 812 813 + 4 219 949} = 8 875 \$$

5.4.7 Comment calculer la part des dépenses d'un sous-groupe parmi l'ensemble des ménages

La part des dépenses d'un sous-groupe particulier de ménages représente le pourcentage des dépenses agrégées pour une catégorie de dépenses que l'on peut attribuer à ce sous-groupe, par exemple le pourcentage de l'ensemble des dépenses en alimentation attribuables aux ménages locataires.

Ce pourcentage est calculé en dérivant les dépenses agrégées consacrées à une catégorie de dépenses par un sous-groupe particulier de ménages, qu'on divise par les dépenses agrégées engagées pour cette catégorie de dépenses par l'ensemble des ménages qu'on multiplie ensuite par 100.

Par exemple, voici comment calculer le pourcentage des dépenses consacrées à l'alimentation par les ménages locataires :

Pourcentage des dépenses consacrées à l'alimentation par les ménages locataires =

$$\frac{\text{Dépenses moyennes par ménage pour l'alimentation des ménages locataires} \times \text{Estimation du nombre de ménages locataires}}{\text{Dépenses moyennes par ménage pour l'alimentation de l'ensemble des ménages} \times \text{Estimation du nombre total de ménages}} \times 100$$

Exemple : $\frac{5\,642\, \$ \times 4\,481\,247 \times 100}{7\,795\, \$ \times 13\,514\,009} = 24,00\%$

6 Produits et services connexes

6.1 CANSIM

CANSIM (le Système canadien d'information socio-économique) est une base de données sous forme de tableaux transversaux multidimensionnels.

Huit tableaux présentant les renseignements annuels de l'Enquête sur les dépenses des ménages sont disponibles gratuitement. Le tableau 203-0021 présente des données détaillées sur les dépenses des ménages, tandis que les tableaux 203-0022 à 203-0026 présentent des données selon le quintile de revenu du ménage, le type de ménage, le mode d'occupation du logement, la taille de la région de résidence et l'âge de la personne de référence respectivement. Le tableau 203-0027 présente des données sur les caractéristiques du logement et l'équipement ménagement. Finalement, le tableau 203-0028 fournit des données détaillées sur les dépenses alimentaires.

6.2 Série de documents de recherche sur les dépenses des ménages

Cette série fournit de la documentation détaillée sur les enjeux, les concepts, la méthodologie, la qualité des données et d'autres éléments de recherche pertinents liés aux dépenses des ménages tirées de l'Enquête sur les dépenses des ménages.

62F0026MIF Série de documents de recherche sur les dépenses des ménages

6.3 Totalisations personnalisées

Les clients éprouvant des besoins particuliers peuvent obtenir des totalisations personnalisées moyennant le recouvrement des coûts afférents. Des totalisations personnalisées peuvent être produites sur mesure aux termes d'un contrat (certaines restrictions reliées à la protection de la confidentialité des répondants s'appliquent). On peut également fournir sur mesure les données agrégées au niveau des dépenses détaillées des ménages.

7 Bibliographie

[1] Charlebois, J. et Dubreuil, G. 2011. Variance Estimation for the Redesigned Survey of Household Spending. Recueil de la Section des méthodes d'enquête, Assemblée annuelle de la Société Statistique du Canada, juin 2011

Appendice I — Taux de réponse au journal parmi les répondants à l'entrevue

Tableau explicatif 1

Taux de réponse au journal parmi les répondants à l'entrevue, Canada et provinces, 2011

Ménages répondants à l'entrevue	Journaux 1			Taux ² de réponse
	Refusés	Inutilisables	Utilisables	
	nombre			pourcentage
Canada	11 746	3 704	381	65,2
Provinces de l'Atlantique	3 746	1 031	142	68,7
Terre-Neuve-et- Labrador	990	259	43	69,5
Île-du-Prince-Édouard	512	159	15	66,0
Nouvelle-Écosse	1 121	341	47	65,4
Nouveau-Brunswick	1 123	272	37	72,5
Québec	1 574	461	46	67,8
Ontario	1 600	546	81	60,8
Provinces des Prairies	3 486	1 142	82	64,9
Manitoba	1 124	351	24	66,6
Saskatchewan	1 095	378	29	62,8
Alberta	1 267	413	29	65,1
Colombie-Britannique	1 340	524	30	58,7

1. Les définitions des journaux utilisables et inutilisables se trouvent dans la section "Le traitement des données et le contrôle de la qualité".

2. (Journaux utilisables/Ménages répondants à l'entrevue) x 100.

Appendice II — Taux de réponse par mois de collecte

Tableau explicatif 1

Taux de réponse à l'entrevue par mois de collecte, Canada, 2011

	Ménages admissibles	Ménages non contactés	Ménages ayant refusé de participer	Ménages non répondants résiduels	Ménages répondants	Taux ¹ de réponse
	nombre				pourcentage	
Tous les mois	17 873	1 665	3 825	637	11 746	65,7
Janvier	1 695	173	351	55	1 116	65,8
Février	1 648	167	353	56	1 072	65,0
Mars	1 592	131	347	63	1 051	66,0
Avril	1 439	117	262	59	1 001	69,6
Mai	1 473	120	325	40	988	67,1
Juin	1 432	128	333	66	905	63,2
Juillet	1 408	153	301	34	920	65,3
1 416	122	314	45	935	66,0	
Septembre	1 508	156	305	56	991	65,7
Octobre	1 462	123	340	55	944	64,6
Novembre	1 405	127	308	54	916	65,2
Décembre	1 395	148	286	54	907	65,0

1. (Ménages répondants/Ménages admissibles) x 100.

Tableau explicatif 2

Taux de réponse au journal par mois de collecte, Canada, 2011

	Ménages ¹ admissibles	Ménages non répondants à l'entrevue	Journaux ³			Taux ⁴ de réponse
			Refusés	Inutilisables	Utilisables	
		nombre				pourcentage
Tous les mois	17 873	6 127	3 704	381	7 661	42,9
Janvier	1 695	579	301	36	779	46,0
Février	1 648	576	295	40	737	44,7
Mars	1 592	541	304	36	711	44,7
Avril	1 439	438	271	34	696	48,4
Mai	1 473	485	303	31	654	44,4
Juin	1 432	527	321	27	557	38,9
Juillet	1 408	488	309	29	582	41,3
Août	1 416	481	309	37	589	41,6
Septembre	1 508	517	338	25	628	41,6
Octobre	1 462	518	306	26	612	41,9
Novembre	1 405	489	329	34	553	39,4
Décembre	1 395	488	318	26	563	40,4

1. Les ménages admissibles sont les mêmes pour l'entrevue et pour le journal.

2. Ce nombre inclut les ménages non contactés à l'entrevue, les ménages qui ont refusé de participer et les ménages non répondants résiduels.

3. Les définitions des journaux utilisables et inutilisables se trouvent dans la section "Le traitement des données et le contrôle de la qualité".

4. (Journaux utilisables/Ménages admissibles) x 100.

Appendice III — Taux de réponse par taille de la région de résidence et par type de logement

Tableau explicatif 1

Taux de réponse à l'entrevue par taille de la région de résidence, Canada, 2011

	Ménages admissibles	Ménages non contactés	Ménages ayant refusé de participer	Ménages non répondants résiduels	Ménages répondants	Taux ¹ de réponse
	nombre					pourcentage
Tous les centres de population et régions rurales	17 873	1 665	3 825	637	11 746	65,7
Centre de population de 1 000 000 habitants et plus	5 080	519	1 130	145	3 286	64,7
Centre de population de 500 000 à 999 999 habitants	1 597	210	350	73	964	60,4
Centre de population de 250 000 à 499 999 habitants	1 419	106	392	62	859	60,5
Centre de population de 100 000 à 249 999 habitants	2 802	279	645	123	1 755	62,6
Centre de population de 30 000 à 99 999 habitants	1 822	135	369	71	1 247	68,4
Centre de population de 1 000 à 29 999 habitants	2 267	195	418	79	1 575	69,5
Région rurale	2 886	221	521	84	2 060	71,4

1. (Ménages répondants/Ménages admissibles) x 100.

Tableau explicatif 2

Taux de réponse au journal par taille de la région de résidence, Canada, 2011

	Ménages ¹ admissibles	Ménages non répondants ² à l'entrevue	Journaux ³			Taux ⁴ de réponse
			Refusés	Inutilisables	Utilisables	
		nombre				pourcentage
Tous les centres de population et régions rurales	17 873	6 127	3 704	381	7 661	42,9
Centre de population de 1 000 000 habitants et plus	5 080	1 794	1 273	96	1 917	37,7
Centre de population de 500 000 à 999 999 habitants	1 597	633	315	17	632	39,6
Centre de population de 250 000 à 499 999 habitants	1 419	560	241	22	596	42,0
Centre de population de 100 000 à 249 999 habitants	2 802	1 047	550	47	1 158	41,3
Centre de population de 30 000 à 99 999 habitants	1 822	575	341	49	857	47,0
Centre de population de 1 000 à 29 999 habitants	2 267	692	441	64	1 070	47,2
Région rurale	2 886	826	543	86	1 431	49,6

1. Les ménages admissibles sont les mêmes pour l'entrevue et pour le journal.

2. Ce nombre inclut les ménages non contactés à l'entrevue, les ménages qui ont refusé de participer et les ménages non répondants résiduels.

3. Les définitions des journaux utilisables et inutilisables se trouvent dans la section "Le traitement des données et le contrôle de la qualité".

4. (Journaux utilisables/Ménages admissibles) x 100.

Tableau explicatif 3
Taux de réponse à l'entrevue par type de logement, Canada, 2011

	Ménages admissibles	Ménages non contactés	Ménages ayant refusé de participer	Ménages non répondants résiduels	Ménages répondants	Taux ¹ de réponse
	nombre				pourcentage	
Tous les types de logement	17 873	1 665	3 825	637	11 746	65,7
Maison individuelle	11 240	925	2 590	374	7 351	65,4
Maison jumelée ou en rangée	1 675	133	370	63	1 109	66,2
Duplex ou appartement dans un immeuble à étages	4 462	545	759	170	2 988	67,0
Autre	426	33	77	18	298	70,0
Non disponible	70	29	29	12	0	0,0

1. (Ménages répondants/Ménages admissibles) x 100.

Tableau explicatif 4
Taux de réponse au journal par type de logement, Canada, 2011

	Ménages ¹ admissibles	Ménages non ² répondants à l'entrevue	Journaux ³			Taux ⁴ de réponse
			Refusés	Inutilisables	Utilisables	
		nombre				pourcentage
Tous les types de logement	17 873	6 127	3 704	381	7 661	42,9
Maison individuelle	11 240	3 889	2 144	209	4 998	44,5
Maison jumelée ou en rangée	1 675	566	348	32	729	43,5
Duplex ou appartement dans un immeuble à étages	4 462	1 474	1 128	128	1 732	38,8
Autre	426	128	84	12	202	47,4
Non disponible	70	70	0	0	0	0,0

1. Les ménages admissibles sont les mêmes pour l'entrevue et pour le journal.

2. Ce nombre inclut les ménages non contactés à l'entrevue, les ménages qui ont refusé de participer et les ménages non répondants résiduels.

3. Les définitions des journaux utilisables et inutilisables se trouvent dans la section "Le traitement des données et le contrôle de la qualité".

4. (Journaux utilisables/Ménages admissibles) x 100.

Appendice IV — Taux de réponse au journal parmi les répondants à l'entrevue pour diverses caractéristiques des ménages

Tableau explicatif 1

Taux de réponse au journal par type de ménage, parmi les répondants à l'entrevue, Canada, 2011

Ménages répondants à l'entrevue	Journaux 1			Taux de réponse ²
	Refusés	Inutilisables	Utilisables	
	nombre			pourcentage
Tous les types de ménages	11 746	3 704	381	65,2
Ménage d'une personne	3 157	1 142	157	58,9
Ménage composé d'un couple sans enfant	3 540	927	82	71,5
Ménage composé d'un couple avec enfants	3 014	929	65	67,0
Ménage composé d'un couple avec d'autres personnes apparentées ou non	430	131	16	65,8
Famille monoparentale sans personne additionnelle	872	297	30	54,5
Autre ménage composé de personnes apparentées ou non	733	278	31	57,8

1. Les définitions des journaux utilisables et inutilisables se trouvent dans la section "Le traitement des données et le contrôle de la qualité".

2. (Journaux utilisables/Ménages répondants à l'entrevue) x 100.

Tableau explicatif 2

Taux de réponse au journal par mode d'occupation du logement, parmi les répondants à l'entrevue, Canada, 2011

Ménages répondants à l'entrevue	Journaux 1			Taux de réponse ²
	Refusés	Inutilisables	Utilisables	
	nombre			pourcentage
Tous les modes d'occupation	11 746	3 704	381	65,2
Propriétaire sans hypothèque	4 238	1 192	123	69,0
Propriétaire avec hypothèque	3 926	1 195	96	67,1
Locataire (avec ou sans loyer payé)	3 582	1 317	162	58,7

1. Les définitions des journaux utilisables et inutilisables se trouvent dans la section "Le traitement des données et le contrôle de la qualité".

2. (Journaux utilisables/Ménages répondants à l'entrevue) x 100.

Tableau explicatif 3

Taux de réponse au journal par âge de la personne de référence, parmi les répondants à l'entrevue, Canada, 2011

Ménages répondants à l'entrevue	Journaux ¹			Taux ² de réponse	
	Refusés	Inutilisables	Utilisables		
	nombre			pourcentage	
Personnes de référence de tous âges	11 746	3 704	381	7 661	65,2
Moins de 30 ans	1 246	484	50	712	57,1
30 à 39 ans	1 769	611	39	1 119	63,3
40 à 54 ans	3 539	1 102	114	2 323	65,6
55 à 64 ans	2 348	650	69	1 629	69,4
65 ans et plus	2 844	857	109	1 878	66,0

1. Les définitions des journaux utilisables et inutilisables se trouvent dans la section "Le traitement des données et le contrôle de la qualité".

2. (Journaux utilisables/Ménages répondants à l'entrevue) x 100.

Tableau explicatif 4

Taux de réponse au journal par quintile de revenu avant impôt, parmi les répondants à l'entrevue, Canada, 2011

Ménages répondants à l'entrevue	Journaux ¹			Taux ² de réponse	
	Refusés	Inutilisables	Utilisables		
	nombre			pourcentage	
Tous les quintiles de revenu	11 746	3 704	381	7 661	65,2
Quintile inférieur	2 372	880	155	1 337	56,4
Deuxième quintile	2 473	743	86	1 644	66,5
Troisième quintile	2 417	690	62	1 665	68,9
Quatrième quintile	2 286	661	45	1 580	69,1
Quintile supérieur	2 198	730	33	1 435	65,3

1. Les définitions des journaux utilisables et inutilisables se trouvent dans la section "Le traitement des données et le contrôle de la qualité".

2. (Journaux utilisables/Ménages répondants à l'entrevue) x 100.

Appendice V — Impact de l'imputation des dépenses en services de communication, de télédistribution, de diffusion par satellite et pour les services de sécurité

Tableau explicatif 1

Impact de l'imputation des dépenses en services de communication, de télédistribution, de diffusion par satellite et pour les services de sécurité, Canada, 2011

	Impact ¹ de l'imputation	pourcentage
Services téléphoniques conventionnel		44,5
Services de téléphonies cellulaires, téléavertisseurs et appareils de messagerie textuelle portatifs		13,9
Location de télédistribution par câble		56,1
Location de télédistribution par satellite pour la télévision ou radio		25,8
Services d'accès à Internet		58,6
Services de sécurité au foyer		5,4

1. L'impact de l'imputation est la proportion de la valeur totale de l'estimation provenant des données imputées.

Appendice VI — Imputation des caractéristiques du logement et de l'équipement ménager

Tableau explicatif 1

Pourcentage de ménages nécessitant l'imputation de caractéristiques du logement ou de l'équipement ménager, Canada et provinces, 2011

	Nombre de variables imputées (parmi 20)			Total
	1	2	3 ou plus	
pourcentage				
Canada	4,6	0,9	0,1	5,7
Terre-Neuve-et-Labrador	5,1	0,7	0,2	6,0
Île-du-Prince-Édouard	5,9	0,6	0,0	6,4
Nouvelle-Écosse	4,5	0,6	0,1	5,3
Nouveau-Brunswick	5,2	1,1	0,1	6,3
Québec	5,4	0,8	0,2	6,4
Ontario	3,9	1,1	0,3	5,2
Manitoba	5,4	1,3	0,0	6,8
Saskatchewan	3,8	0,9	0,2	4,9
Alberta	2,3	0,9	0,2	3,3
Colombie-Britannique	5,4	0,9	0,1	6,5

Appendice VII — Ventilation des codes de dépenses imputés selon le niveau d'information initiale obtenue du répondant

Tableau explicatif 1

Distribution de l'imputation de codes de dépenses plus détaillés en fonction de l'information initiale collectée pour la section du journal sur les aliments achetés au magasin et les autres biens et services, Canada, 2011

Information initiale collectée (catégorie de dépense initiale)	pourcentage
Catégorie alimentaire spécifique	45,71
Nourriture non spécifiée	14,89
Item d'épicerie non spécifié	4,40
Item d'épicerie non alimentaire non spécifié	1,40
Service et équipement de communication non spécifiés	0,39
Garde d'enfants non spécifiée	0,04
Dépenses pour les animaux non spécifiées	0,26
Articles ménagers non spécifiés	0,43
Ameublement et décor non spécifiés	0,10
Équipement et outil non spécifiés	0,34
Équipements, pièces et accessoires pour la maison non spécifiés	0,68
Vêtements non spécifiés	1,21
Réparation générale non spécifiée	0,77
Pièces et fournitures pour les voitures et camionnettes non spécifiées	0,28
Transport non spécifié	0,18
Médicaments non spécifiés	1,19
Articles et services pour le soin des yeux non spécifiés	0,06
Articles et équipements pour les soins personnels non spécifiés	1,31
Massages non spécifiés	0,16
Services de soins personnels non spécifiés	0,11
Consoles de jeux vidéo et pièces non spécifiées	0,18
Caméras et accessoires non spécifiés	0,02
Divertissements non spécifiés	0,27
Cinémas/films non spécifiés	0,72
Imprimés non spécifiés	0,20
Produits du tabac non spécifiés	0,12
Loteries non spécifiées	0,18
Services non spécifiés	0,34
Biens non spécifiés	18,25
Services publics non spécifiés	0,10
Dons en argent non spécifiés	0,25
Dons en argent et autres versements de soutien à des personnes non spécifiés	0,37
Dons non spécifiés	0,45
Assurance non spécifiée	0,16
Autres biens et services non spécifiés	0,89
Aucune information (ne sait pas)	3,60

Appendice VIII — Taux d'imputation selon le mode de déclaration des dépenses du journal

Tableau explicatif 1

Taux d'imputation selon le type d'imputation et le mode de déclaration des dépenses pour les items de la section du journal sur les aliments achetés au magasin et les autres biens et services, Canada, 2011

Type d'imputation	Items transcrits	Items provenant d'un reçu	Tous les items
	pourcentage		
Imputation du coût manquant d'un item déclaré			
Aliments achetés au magasin	3,3	0,5	1,5
Autres biens et services	3,9	0,6	2,3
Toutes les dépenses	3,6	0,5	1,7
Imputation d'items de dépenses (et leur coût individuel) d'une dépense totale			
Aliments achetés au magasin	47,2	1,5	17,3
Autres biens et services	21,2	2,6	12,4
Toutes les dépenses	35,8	1,8	15,6
Imputation d'un code de dépense plus détaillé			
Aliments achetés au magasin	6,4	7,5	7,2
Autres biens et services	5,2	9,1	7,1
Toutes les dépenses	5,9	8,0	7,1

Tableau explicatif 2

Taux d'imputation selon le type d'imputation et le mode de déclaration des dépenses pour les items de la section du journal sur les collations, boissons et repas achetés dans des restaurants ou des restaurants-minute, Canada, 2011

Type d'imputation	Items transcrits	Items provenant d'un reçu	Tous les items
	pourcentage		
Imputation du coût total			
Imputation du coût pour les boissons alcoolisées ¹	0,78	1,18	0,83
Imputation du type de repas (déjeuner, dîner, souper ou collation et boisson)	2,28	0,34	2,04
	7,64	12,57	8,26

1. Le taux d'imputation plus élevé en 2011 est dû principalement à un changement apporté à la méthodologie d'imputation de cette variable. Certaines dépenses en restaurant sont incorrectement rapportées dans la section du journal sur les aliments achetés au magasin et les autres biens et services. À l'étape de la validation des journaux ces items sont déplacés à la section du journal sur les collations, boissons et repas achetés dans des restaurants ou des restaurants-minute. Pour ces items dont le montant de la dépense totale excède dix dollars on laisse dorénavant la possibilité d'imputer un montant pour l'alcool selon la distribution observée des items de restaurant avec alcool.

Appendice IX — Estimations du nombre de ménages et de la taille moyenne des ménages par domaine

Tableau explicatif 1

Estimations du nombre de ménages et de la taille moyenne des ménages par domaine défini à l'échelle nationale, Canada, 2011

Domaine	Estimation du nombre de ménages	Taille moyenne des ménages
Canada		
Toutes les classes	13 514 009	2,48
Régions		
Région de l'Atlantique	970 090	2,36
Québec	3 365 566	2,32
Ontario	5 023 807	2,61
Région des Prairies	2 334 417	2,50
Colombie-Britannique	1 820 129	2,44
Province		
Terre-Neuve-et-Labrador	211 310	2,38
Île-du-Prince-Édouard	58 426	2,43
Nouvelle-Écosse	391 248	2,34
Nouveau-Brunswick	309 106	2,36
Québec	3 365 566	2,32
Ontario	5 023 807	2,61
Manitoba	471 246	2,48
Saskatchewan	413 120	2,38
Alberta	1 450 051	2,54
Colombie-Britannique	1 820 129	2,44
Quintile de revenu du ménage avant impôt (national)		
Quintile inférieur	2 701 098	1,47
Deuxième quintile	2 704 352	2,10
Troisième quintile	2 702 596	2,57
Quatrième quintile	2 703 080	2,90
Quintile supérieur	2 702 882	3,34
Type de ménage		
Ménages d'une personne	3 728 757	1,00
Couples sans enfant	3 739 698	2,00
Couples avec enfants	3 670 064	3,93
Couples avec d'autres personnes apparentées ou non apparentées	636 302	4,93
Ménages monoparentaux sans personne additionnelle	834 333	2,65
Autres ménages avec des personnes apparentées ou non apparentées	904 856	2,79
Mode d'occupation du logement		
Propriétaire	9 032 762	2,69
Propriétaire avec hypothèque	4 812 813	3,03
Propriétaire sans hypothèque	4 219 949	2,30
Locataire	4 481 247	2,05
Taille de la région de résidence		
Centre de population 1 000 000 et plus	6 000 213	2,61
Centre de population 500 000 à 999 999	858 897	2,34
Centre de population 250 000 à 499 999	1 211 133	2,37
Centre de population 100 000 à 249 999	1 255 470	2,30
Centre de population 30 000 à 99 999	1 277 011	2,31
Centre de population de 1 000 à 29 999	1 461 345	2,34
Rural	1 449 940	2,55
Age de la personne de référence		
Moins de 30 ans	1 481 477	2,23
30 à 39 ans	2 218 975	2,98
40 à 54 ans	4 397 345	2,98
55 à 64 ans	2 477 076	2,19
65 ans et plus	2 939 137	1,71

Tableau explicatif 2

Estimations du nombre de ménages et de la taille moyenne des ménages par domaine défini à l'échelle provinciale, Canada, 2011

Domaine	Estimation du nombre de ménages	Taille moyenne des ménages
Terre-Neuve-et-Labrador		
Toutes les classes	211 310	2,38
Quintile inférieur	41 950	1,44
Deuxième quintile	42 485	2,19
Troisième quintile	42 195	2,44
Quatrième quintile	42 400	2,79
Quintile supérieur	42 280	3,05
Île-du-Prince-Édouard		
Toutes les classes	58 426	2,43
Quintile inférieur	11 553	1,42
Deuxième quintile	11 703	2,04
Troisième quintile	11 647	2,51
Quatrième quintile	11 752	2,77
Quintile supérieur	11 772	3,41
Nouvelle-Écosse		
Toutes les classes	391 248	2,34
Quintile inférieur	78 201	1,36
Deuxième quintile	78 060	1,94
Troisième quintile	78 274	2,50
Quatrième quintile	78 200	2,56
Quintile supérieur	78 512	3,33
Nouveau-Brunswick		
Toutes les classes	309 106	2,36
Quintile inférieur	61 572	1,56
Deuxième quintile	61 982	1,78
Troisième quintile	61 625	2,36
Quatrième quintile	61 904	2,77
Quintile supérieur	62 022	3,34
Québec		
Toutes les classes	3 365 566	2,32
Quintile inférieur	672 389	1,42
Deuxième quintile	671 348	1,79
Troisième quintile	675 121	2,36
Quatrième quintile	672 467	2,64
Quintile supérieur	674 241	3,37
Ontario		
Toutes les classes	5 023 807	2,61
Quintile inférieur	1 004 332	1,51
Deuxième quintile	1 003 824	2,33
Troisième quintile	1 005 712	2,80
Quatrième quintile	1 002 587	2,96
Quintile supérieur	1 007 352	3,44
Manitoba		
Toutes les classes	471 246	2,48
Quintile inférieur	94 181	1,46
Deuxième quintile	93 740	2,00
Troisième quintile	94 397	2,58
Quatrième quintile	94 438	2,91
Quintile supérieur	94 490	3,43
Saskatchewan		
Toutes les classes	413 120	2,38
Quintile inférieur	81 829	1,51
Deuxième quintile	33 383	2,08
Troisième quintile	82 541	2,44
Quatrième quintile	82 402	2,74
Quintile supérieur	82 865	3,10
Alberta		
Toutes les classes	1 450 051	2,54
Quintile inférieur	289 575	1,55
Deuxième quintile	290 399	2,29
Troisième quintile	288 758	2,58
Quatrième quintile	288 470	3,08

Tableau explicatif 2 – suite

Estimations du nombre de ménages et de la taille moyenne des ménages par domaine défini à l'échelle provinciale, Canada, 2011

Domaine	Estimation du nombre de ménages	Taille moyenne des ménages
Quintile supérieur	292 848	3,19
Colombie-Britannique		
Toutes les classes	1 820 129	2,44
Quintile inférieur	362 541	1,49
Deuxième quintile	365 401	2,09
Troisième quintile	363 927	2,38
Quatrième quintile	363 409	2,95
Quintile supérieur	364 851	3,32